



Les GREAH Cahiers

Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique

N° 6

"Réfléchir à changer"

Juillet – Septembre 2003



Démocratie et légitimation du marché

- Rapport Mali d'enquête Afrobaromètre, décembre 2002 -



Editorial

La principale leçon de cet exercice est l'impossible légitimation des réformes économiques en cours alors même que l'idéal démocratique fait l'unanimité. Probablement que l'adhésion au marché ne peut se construire par consensus, le marché n'ayant que faire des motivations altruistes nécessaires au consensus. Probablement aussi que l'agrégation des perceptions individuelles peut engendrer une irrationalité collective à partir de rationalités individuelles. Puisque les réformes sont engagées, il ne reste plus au marché qu'à faire la preuve de sa supériorité sinon le retour de manivelle va être encore plus douloureux. Cela passerait par la réussite de la lutte contre l'extrême pauvreté, le regain de confiance aux élus par le mérite, l'émergence d'un secteur privé local rassurant par la qualité des relations industrielles, le culte de l'effort et la récompense du sacrifice.

Il y a à Afrobaromètre une sorte de triangle vertueux de la bonne gouvernance, avec pour côtés:

- la libre circulation de l'information à travers la base de données
- la délimitation des rôles des partenaires
- l'autonomie des acteurs.

Au nom de ce triangle, les auteurs du présent rapport sont les seuls responsables des idées exprimées (et surtout des conclusions tirées), lesquelles idées ne sauraient être attribuées à aucun partenaire international du Réseau encore moins au Réseau tout entier. Pour mieux contribuer à la critique du charabia politique et au progrès de la science, Afrobaromètre se doit d'approfondir la réflexion avec la riche moisson d'information désormais disponible non pas seulement dans le sens de l'empirisme mais des avancées théoriques réelles participant de la formulation de lois sociales générales.

C'est le lieu de remercier tant de bonnes volontés sans l'abnégation desquelles l'enquête n'aurait pas été possible encore moins la production du rapport, qu'il s'agisse des enquêtés, des enquêteurs et superviseurs, des personnes ressources et des partenaires du Réseau ou de tous ces anonymes qui nous ont aidé de mille manières. Comme nous a si bien flatté une de nos enquêtées: "Il faut beaucoup de courage pour mener une si longue étude", et encore plus pour réussir la compilation des données.

Bamako, le 6 août 2003

GREAT Coordonnateur

Massa Coulibaly

Table des matières

Sigles et abréviations.....	1
Résumé	2
Introduction.....	4
1. De la liberté politique à la liberté économique	9
1.1. Les valeurs démocratiques.....	9
1.2. La réalité démocratique	17
1.3. La participation démocratique	21
2. Légitimité de l'Etat	28
2.1. Les déterminants de la confiance en l'Etat.....	28
2.2. Performances des institutions	30
2.3. Perceptions de la corruption.....	38
3. Perceptions des réformes économiques.....	41
3.1. Les préoccupations économiques.....	41
3.2. Réalités économiques	43
3.3. Satisfaction avec les réformes économiques.....	48
4. Sources de légitimation du marché	51
4.1. Les valeurs économiques.....	51
4.2. Capital social et identité de groupe	54
4.3. Modélisation de la légitimité du marché	59
Conclusion	65
Références bibliographiques.....	67

Sigles et abréviations

ADEMA	Alliance pour la Démocratie au Mali
CDD	Center for Democratic Development
CFA	Communauté Financière Africaine
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CNID	Congrès National d'Initiative Démocratique
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
e.g.	exempli gratia (par exemple)
FMI	Fonds Monétaire International
IDASA	Institute for Democracy in South Africa
IAD	Institut Africain pour la Démocratie
i.e.	id est (c'est-à-dire)
MADIO	Madagascar-Dial-Instat-Orstom
MATCL	Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MSU	Michigan State University
NSP	Ne sais pas
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PARENA	Parti pour la Renaissance Nationale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RPM	Rassemblement Pour le Mali
SADI	Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Intégration
SE	Section d'Enumération
SE estimé	Standard Error
US-RDA	Union Soudanaise – Rassemblement Démocratique Africain

Résumé

Le thème central de ce deuxième rapport d'enquêtes Afrobaromètre est la perception du rôle du marché dans l'opinion publique malienne et ce dans un contexte de démocratisation. Cette perception est mesurée sur un échantillon aléatoire de 1 286 adultes des deux sexes dans toutes les 8 régions administratives du pays ainsi que dans le district de Bamako.

Les enquêtes révèlent une certaine modération dans l'idéalisme démocratique des Maliens, ce qui trahit une volonté de limiter le rôle du marché, par exemple en matière de concurrence entre partis politiques. A ce propos, il ne se dégage pas un choix net pour le multipartisme intégral, au contraire l'on pense que "la compétition entre partis politiques conduit à des conflits". De même, des limites sont associées aux réformes économiques pour leur donner un contenu autre que purement libéral. Ainsi, le soutien à la démocratie est associé à la satisfaction des besoins économiques de base, la confiance aux institutions à la prise en charge de ces mêmes préoccupations et l'adhésion aux réformes au non désengagement total de l'Etat de la sphère économique. Autant d'éléments qui contrarient quelque peu le paradigme de l'économie de marché. Dans tous les cas, les Maliens paraissent partagés entre la préférence pour l'économie de marché et l'économie dirigée.

Dans ces conditions, la légitimation du marché passe par la recherche des déterminants de l'adhésion populaire aux réformes pro-libérales. Pour ce faire, un indice composite a été construit à l'aide de 10 valeurs qui traduisent le choix entre le marché et l'interventionnisme. Cet indice a ensuite été régressé sur 17 variables indépendantes, réparties en 5 catégories:

- ☐ attitudes face aux réformes économiques (3 variables)
- ☐ attitudes face à la propriété (2 variables)
- ☐ perceptions des performances du Gouvernement (4 variables)
- ☐ valeurs démocratiques (6 variables)
- ☐ conditions socio-économiques (2 variables).

Les aspects les plus favorables au marché touchent la déréglementation du marché du travail de façon à tolérer de grands écarts de salaire y compris à la fonction publique, la sécurisation de la propriété privée et la liberté d'entreprendre sans privatisation préalable. A contrario, les Maliens préfèrent au libéralisme, la régulation de l'économie par l'Etat, la protection de la production locale et la gratuité de l'école. Dans ces conditions, la légitimation du marché suppose:

- ☐ la satisfaction des valeurs démocratiques
- ☐ la confiance au secteur privé qui reste à conquérir par un entrepreneuriat plus dynamique et plus respectueux du droit du travail

- ❑ la réussite des réformes dans le domaine de l'emploi y compris la restructuration de la fonction publique
- ❑ le renforcement des principes démocratiques de liberté et d'égalité.
- ❑ la perception populaire des limites réelles du Gouvernement en matière de gestion de l'économie et de création d'emplois.

Introduction

Réseau de recherche regroupant à ce jour 15 centres africains et L'Université de l'Etat de Michigan, Afrobaromètre produit une série comparative d'enquêtes nationales sur les attitudes des citoyens envers la démocratie, le marché et la société civile. Il s'est assigné trois objectifs clés, à savoir la production de données scientifiquement fiables sur l'opinion publique en Afrique, la dissémination et l'utilisation des résultats des enquêtes et le développement des capacités de recherche en matière de sondage. Afrobaromètre[#] utilise comme instrument de mesure de l'atmosphère sociale, politique et économique en Afrique, un questionnaire portant sur 5 domaines d'investigation:

- ❑ les conditions socio-économiques
- ❑ l'engagement civique
- ❑ le fonctionnement de la démocratie
- ❑ l'identité de groupe et la gouvernance
- ❑ les caractéristiques démographiques.

L'enquête à l'aide de ce questionnaire a été menée au Mali, en novembre 2002, auprès d'un échantillon aléatoire de 1 286 adultes des deux sexes et dans toutes les régions administratives du pays (Tableau 1. Caractéristiques générales de l'échantillon).

L'objectif du présent rapport est de présenter les principaux résultats issus du traitement des données de l'enquête en particulier rechercher les déterminants du soutien populaire à l'économie de marché. A cet effet, lesdits résultats sont analysés dans les 4 sections qui constituent le sommaire du rapport. Dans la première section, sont présentées les perceptions qu'ont les Maliens des valeurs démocratiques, de la réalité démocratique et de leur participation aux affaires publiques. La seconde section décrit les déterminants de la confiance en l'Etat, les performances des institutions et les perceptions de la corruption. La troisième section traite spécifiquement des réformes économiques en termes de préoccupations économiques et pauvreté, des réalités économiques et de la satisfaction avec lesdites réformes. La quatrième et dernière section traque les sources de légitimation

[#] Afrobaromètre est un réseau de recherche qui regroupe, autour de 3 partenaires internationaux 15 centres de recherche africains :
IDASA: Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Zambie
MSU: Cap Vert, Kenya, Nigeria, Ouganda
CDD: Ghana, Mali, Sénégal

du marché à l'aide d'un modèle construit sur la base d'un certain nombre de valeurs fondamentales caractéristiques de l'économie de marché.

Tableau 1. Caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Echantillon										
✓ Non pondéré	12.4	15.0	18.4	17.1	13.8	4.9	4.2	3.5	10.7	100.0
✓ Pondéré	14.0	16.0	18.2	17.1	15.1	4.9	4.0	0.4	10.4	100.0
Urbain/rural	21/79	18/82	24/76	28/72	14/86	14/86	33/67	40/60	100/0	30/70
Homme/femme	47/53	53/47	53/47	49/51	50/50	48/52	50/50	80/20	47/53	50/50
Chef de ménage	39	43	31	33	37	49	52	80	37	38
Enfants/ménage	8	5	8	5	7	3	3	2	3	5
Age médian	42	40	42	37	37	40	37	44	30	38
Identité de groupe										
✓ Ethnie	33	39	38	33	36	32	21	33	46	36
✓ Religion	32	13	8	23	19	49	69	67	20	22
✓ Occupation	22	37	53	35	34	19	6		23	34
✓ Classe	6	5	1	2	1		4		6	3
✓ Genre	2	3		4	8				3	3
✓ Autres	5	3		3	2				2	2
Langue maternelle										
✓ Bambara	11	46	58	62	12	2	4		53	37
✓ Peuhl	9	5	4	7	14	38	11		13	10
✓ Soninké	32	23		8	9				7	12
✓ Sonrhäi		1		3	2	59	56		5	7
✓ Malinké	26	15							7	7
✓ Khassonké	19	1							1	3

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
✓ Senufo			15						3	3
✓ Mianka	1		18	13					2	6
✓ Dogon			1	2	57				4	9
✓ Tamasheq		1				1	25	100	1	2
✓ Autres	2	8	4	5	6		4		4	4
Religion										
✓ Islam	94	97	93	92	93	100	100	100	95	
✓ Christianisme	5	1	2	6	4				3	
✓ Animisme		1	2	1	3				1	
✓ Sans religion	1	1	3	1					1	
Education										
✓ Sans éducation formelle	59	63	57	37	48	54	35		21	48
✓ Education informelle	11	10	10	39	29	19	21	80	15	20
✓ Primaire inachevé	20	15	15	12	15	22	17	20	17	16
✓ Primaire achevé	3	5	6	4	1	2	8		1	3
✓ Secondaire inachevé	4	2	4	3	4	2	2		17	5
✓ Secondaire achevé	2	3	7	4	1	1	11		15	5
✓ Post-secondaire	1	2	1	1	2		6		14	3
Occupation										
✓ Chômeur		1	2		2		6		2	1
✓ Agriculteur	56	50	65	57	53	35	23	75	2	48
✓ Ménagère	24	25	9	23	22	33	23	25	21	21
✓ Commerçant	6	8	7	6	10	11	19		21	9
✓ Artisan	5	7	9	5	6	16	6		11	8
✓ Profession libérale	3	1	1	1	1		4		8	2

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
✓ Ouvrier	1	1		1	1		2		2	1
✓ Enseignant	1	3	1	3	2	2	7		2	2
✓ Agent de l'Etat	2	2	3	1	1	1	4		5	2
✓ Etudiant	1	1	2	2	2	2	4		21	4
✓ Retraité	1	1	1						5	1
✓ Autres				1			2			1
Revenu mensuel										
✓ Aucun revenu monétaire	21	12	17	16	26	46	36	33	10	20
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	22	25	28	16	45	19	15	34	13	25
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	17	16	29	31	19	16	19	33	22	22
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	10	21	10	22	4	9	19		12	14
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	17	19	9	11	4	5	7		15	11
✓ Plus de 100 000 fcfa	13	7	7	4	2	5	4		28	8
Type de maison										
✓ Maison formelle	39	53	40	38	39	32	43	20	71	44
✓ Case traditionnelle	35	42	30	34	33	8	12		1	29
✓ Appartement	1	2	4	6	1	32	22	20	1	5
✓ Chambre simple	21	1	20	21	25	28	23		27	19
✓ Autres	4	2	6	1	2			60		3

1. De la liberté politique à la liberté économique

La démocratie, dans son acception générale, suppose un certain nombre de valeurs universelles telles que les confirment les enquêtes Afrobaromètre. Ces valeurs correspondent à ce qu'on peut appeler l'idéal démocratique en tant qu'expression de la liberté politique. Entre cet idéal et la réalité démocratique vécue par les citoyens, transparaissent toutes les insuffisances de la mise en œuvre des principes démocratiques et de la satisfaction des attentes de la population. Pour surmonter ces insuffisances, il faut une plus grande participation des citoyens à la vie politique et une réorientation de la conduite des affaires publiques dans le sens des préférences collectives jusqu'à satisfaire les attentes.

1.1. Les valeurs démocratiques

Le questionnaire Afrobaromètre a traqué l'idéal démocratique à travers:

- ☐ le mode de désignation des dirigeants
- ☐ la liberté de choix entre partis politiques
- ☐ le mode de gouvernance
- ☐ l'égalité des citoyens devant la loi.

Les enquêtes révèlent une certaine modération dans l'idéalisme démocratique des Maliens, ce qui trahit une volonté de limiter le rôle du marché, par exemple en matière de concurrence entre partis politiques ou en ce qui concerne la place reconnue aux chefferies traditionnelles dans la vie de la cité. Toutefois, les enquêtés sont unanimes (81%) à reconnaître que la légitimité du pouvoir résulte du choix des dirigeants à travers des élections régulières, libres et honnêtes (Tableau 1.1). Cette opinion qui n'est altérée ni par l'âge ni par le sexe, traduit le rejet du régime autocratique tel que vécu par les Maliens avant la démocratisation entamée en 1991.

Tableau 1.1. Des élections comme mode privilégié de constitution du pouvoir

	Pour	Contre	Ni pour ni contre	Ne sais pas	Total
Age					
☐ Jusqu'à 30 ans	83	15	1	1	100
☐ 31 – 40 ans	85	14		1	100
☐ 41 – 50 ans	76	19	3	2	100
☐ 51 – 60 ans	80	17	1	2	100
☐ Plus de 60 ans	83	12	1	4	100
Sexe					
☐ Homme	82	16	1	1	100
☐ Femme	81	14	2	3	100
Total	81	15	2	2	100

Cette voie électorale de constitution du pouvoir conduit à confier la gestion des affaires publiques à des élus. Il n'existe pas d'alternative crédible à cette option. Ainsi seulement 53% des répondants accepteraient, en échange, que toutes les décisions soient prises par un Conseil de chefs ou d'anciens contre 24% qui réclameraient le retour de l'armée aux affaires et 18% qui souhaiteraient le règne du parti unique ou du parti-Etat (Tableau 1.2). Néanmoins, à l'exclusion du retour du parti unique (24% en 2001), ces pourcentages marquent un recul par rapport à 2001 où on notait 47% de Maliens favorables au Conseil de chefs coutumiers comme organe de décision et 21% réclamant le retour de l'armée. La préférence collective glisse vers la chefferie traditionnelle au détriment des élus, expression probable d'un certain désaveu de la classe politique.

Tableau 1.2. Qui doit gouverner en lieu et place d'élections libres et transparentes

	Désaccord	Accord	Indifférent	Ne sais pas
Conseil de chefs/anciens	35	53	10	2
✓ Sans éducation formelle	30	58	10	2
✓ Education informelle	26	60	13	1
✓ Primaire inachevé	41	51	6	2
✓ Primaire achevé	33	51	16	
✓ Secondaire inachevé	62	33	5	
✓ Secondaire achevé	55	29	13	3
✓ Post-secondaire	67	30	3	
✓ Milieu urbain	41	46	11	2
✓ Milieu rural	33	56	10	1
L'armée revient gouverner	65	24	8	3
✓ Sans éducation formelle	59	27	9	5
✓ Education informelle	67	21	9	3
✓ Primaire inachevé	71	24	4	1
✓ Primaire achevé	63	26	11	
✓ Secondaire inachevé	80	13	7	
✓ Secondaire achevé	84	11	3	2
✓ Post-secondaire	86	11	3	
Parti unique	72	18	7	3
✓ Sans éducation formelle	68	21	8	3
✓ Education informelle	66	22	9	3
✓ Primaire inachevé	79	14	5	2
✓ Primaire achevé	79	19	2	
✓ Secondaire inachevé	83	12	2	3
✓ Secondaire achevé	89	6	3	2
✓ Post-secondaire	83	14	3	
✓ Jusqu'à 30 ans	68	24	7	1
✓ 31 – 40 ans	75	17	5	3
✓ 41 – 50 ans	74	14	10	2
✓ 51 – 60 ans	78	14	5	3
✓ Plus de 60 ans	74	15	8	3

Toutes ces formes alternatives de gouvernance sont négativement corrélées avec le niveau d'éducation i.e. plus ce niveau augmente moins ces alternatives sont défendables. En dehors du facteur éducation, les urbains sont moins enclins à soutenir un Conseil de chefferies et les moins jeunes le parti unique sans doute pour avoir vécu cette expérience, de l'indépendance (en 1960) à 1991.

Justement à l'opposé du parti unique, les répondants ne dégagent pas un choix net pour le multipartisme intégral. Au contraire, ils pensent que les partis politiques créent la division et la confusion, il ne serait donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Mali. Les plus jeunes le pensent encore plus fortement (Tableau 1.3).

Tableau 1.3. Les partis politiques créent la division et la confusion

	Désaccord	Accord	Sans opinion	Ne sais pas
Sexe				
☐ Homme	43	54	2	1
☐ Femme	37	56	3	4
Age				
☐ Jusqu'à 30 ans	40	56	2	2
☐ 31 – 40 ans	35	62	1	2
☐ 41 – 50 ans	39	56	4	1
☐ 51 – 60 ans	45	49	2	4
☐ Plus de 60 ans	47	48	3	2
Total	40	55	2	3

Même si le choix entre partis politiques peut sembler limité, il n'est pas envisagé l'abolition des élections pour laisser un seul dirigeant (le Président) tout décider. Les deux tiers des répondants y sont contre (Tableau 1.4). Ce chiffre est en diminution par rapport aux enquêtes de 2001 où ils étaient 73% opposés à "se débarrasser des élections et laisser un dirigeant fort décider de tout". Il y a là l'expression de lassitude des élections qui ne produisent pas de dirigeants répondant aux attentes des électeurs.

Le mode de gouvernance privilégié est de type parlementaire car 71% des répondants estiment que l'Assemblée Nationale, en tant qu'émanation du peuple, devrait voter les lois en toute souveraineté. Cette préférence pour le régime parlementaire s'accommode (en tout cas pour 71% des personnes interrogées) de la non limitation du nombre de mandats que peut briguer le Président de la République dès lors que l'Assemblée dispose de réels pouvoirs et a cessé d'être une simple caisse de résonance d'un régime

despotique. L'ensemble de ces résultats sont indépendants du milieu, du sexe et du niveau d'instruction.

Tableau 1.4. Gouvernance Parlementaire

	Désaccord	Accord	Indifférent	Ne sais pas
Souveraineté du parlement	14	71	6	9
✓ Sans éducation formelle	13	69	6	12
✓ Education informelle	20	62	6	12
✓ Primaire inachevé	11	76	5	8
✓ Primaire achevé	16	84		
✓ Secondaire inachevé	13	77	8	2
✓ Secondaire achevé	11	81	8	
✓ Post-secondaire		78	22	
✓ Jusqu'à 30 ans	17	67	8	8
✓ 31 – 40 ans	16	70	6	8
✓ 41 – 50 ans	13	71	6	10
✓ 51 – 60 ans	10	79	1	10
✓ Plus de 60 ans	8	80	2	10
✓ Homme	11	79	5	5
✓ Femme	17	62	7	14
✓ Urbain	15	69	11	5
✓ Rural	13	71	4	12
Le Président peut tout décider	67	16	10	7
✓ Sans éducation formelle	62	17	12	9
✓ Education informelle	58	21	12	9
✓ Primaire inachevé	75	14	6	5
✓ Primaire achevé	81	12	7	
✓ Secondaire inachevé	88	7	3	2
✓ Secondaire achevé	75	18	4	3
✓ Post-secondaire	92	5	3	
✓ Homme	73	15	8	4
✓ Femme	61	17	12	10
Mandat présidentiel sans limitation	16	78	3	4
✓ Sans éducation formelle	18	72	4	6
✓ Education informelle	14	79	3	4
✓ Primaire inachevé	16	81	2	1
✓ Primaire achevé	14	86		
✓ Secondaire inachevé	3	90	4	3
✓ Secondaire achevé	13	85	2	
✓ Post-secondaire	3	97		
✓ Homme	14	82	2	2
✓ Femme	17	73	4	6

Les tâches assignées aux députés (Tableau 1.5) vont de la défense des intérêts de leurs localités d'origine (28%) au vote des lois (16%) en passant par la promotion du développement (23%) et surtout du développement agricole (17%). Des responsabilités telles que la lutte contre la corruption, la promotion du genre ou le contrôle de l'exécutif ne seraient que marginales.

Tableau 1.5. Les plus importantes responsabilités du parlement

Défendre les intérêts du terroir	28
Promouvoir le développement	23
Promouvoir l'agriculture	17
Voter des lois	16
Résoudre les problèmes	14
Aider les pauvres	7
Contrôler l'exécutif	4
Créer des emplois	3
Contrôler les prix	1
Promouvoir le genre	1
Combattre la corruption	1

Il est admis que la démocratisation est un processus qui peut prendre du temps pour la satisfaction effective des attentes des citoyens. La longueur du processus peut expliquer l'écart entre la démocratie telle que désirée et supposée répondre à toutes les aspirations et telle qu'effectivement vécue dans la réalité. Face à cela, les répondants admettent laisser du temps au Gouvernement (Tableau 1.6) pour faire face aux problèmes hérités (67%) et ce d'autant plus que ledit Gouvernement est vu comme un employé soumis au contrôle des citoyens qui représenteraient ses patrons (63%). A la tolérance pour les délais d'apprentissage de l'exercice de la démocratie, les Maliens restent attachés à l'égalité de tous devant la loi, le Gouvernement ne devant en aucun cas favoriser un groupe au détriment d'un autre.

Ces attitudes varient selon le revenu. Plus le revenu augmente, plus on est favorable à laisser du temps au Gouvernement pour faire face aux problèmes. Sur l'échelle de l'occupation, la tolérance vis-à-vis du Gouvernement est plus marquée chez les agents de l'Etat (90%), les chômeurs (88%), les enseignants (68%) et les étudiants (68%). De l'autre côté, l'augmentation du revenu amène à considérer un peu plus le Gouvernement comme un "bon père de famille" devant prendre soin de ses enfants et à lui exiger l'égalité des citoyens devant la loi.

L'attitude face au Gouvernement doit certainement être fonction des avancées démocratiques constatées et de l'appréciation générale du niveau de démocratie atteint par le pays.

Tableau 1.6. Attitudes envers le Gouvernement

	Désaccord	Accord	Indifférent	Ne sais pas
Laisser plus de temps au Gouvernement	25	67	2	6
✓ Chômeur	6	88	6	
✓ Agriculteur	27	67	1	5
✓ Ménagère	24	66	2	8
✓ Commerçant	21	63	7	9
✓ Artisan	26	64	3	7
✓ Profession libérale	29	59	4	8
✓ Ouvrier	33	67		
✓ Enseignant	26	68	3	3
✓ Agent de l'Etat	3	90	7	
✓ Etudiant	24	68	4	4
✓ Retraité	39	46	15	
✓ Autres	12	88		
✓ Urbain	21	69	6	4
✓ Rural	27	66	1	6
✓ Homme	27	68	2	3
✓ Femme	23	66	3	8
✓ Aucun revenu monétaire	28	65	2	5
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	30	61	2	7
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	27	64	3	6
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	22	74	2	2
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	20	75	3	2
✓ Plus de 100 000 fcfa	18	77	2	3
Exiger du Gvment l'égalité devant la loi	29	65	5	1
✓ Aucun revenu monétaire	27	68	3	2
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	35	62	2	1
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	35	60	5	
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	27	70	3	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	21	76	2	1
✓ Plus de 100 000 fcfa	23	70	7	
✓ Urbain	27	63	9	1
✓ Rural	29	67	3	1
Considérer le Gvment comme un parent	63	34	2	1
✓ Aucun revenu monétaire	65	31	2	2
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	71	27	1	1
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	67	30	2	1
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	60	38	1	1
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	50	48	2	
✓ Plus de 100 000 fcfa	52	45	2	1
✓ Urbain	51	46	2	1
✓ Rural	68	29	2	1

1.2. La réalité démocratique

Le Mali semble avoir fait de sérieux progrès en matière de démocratisation de la vie publique. Comparée au régime précédent de parti unique, la démocratie a apporté des améliorations significatives à tous les niveaux des libertés individuelles et collectives (Tableau 1.7), notamment la liberté de choisir pour qui voter (93%), la liberté de rejoindre toute organisation politique (92%) et la liberté d'expression (91%).

Tableau 1.7. Les améliorations induites par le processus démocratique

	Liberté d'expression	Liberté politique	Arrestation arbitraire	Liberté de vote	Participation	Sécurité	Egalité
Revenu							
✓ Aucun revenu monétaire	88	89	79	88	71	56	63
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	88	90	86	94	68	53	66
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	91	94	82	95	67	52	54
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	95	96	85	94	83	54	70
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	95	94	83	95	78	52	57
✓ Plus de 100 000 fcfa	94	92	85	96	77	35	46
Total	91	92	82	93	71	53	58

La constatation de ces améliorations se fait dans toutes les classes de revenu. Cependant en matière de sécurité et de traitement égal par le Gouvernement, les hauts revenus sont plus sceptiques. Ainsi, seulement 35% de ceux qui ont un revenu mensuel supérieur à cent mille francs CFA estiment que la sécurité contre les crimes et la violence s'est améliorée.

Globalement il est admis (Tableau 1.8) que le Mali est une démocratie (87%), jugée pleine (30%), avec problèmes mineurs (33%) ou avec problèmes majeurs (24%). Seulement 5% pensent tout à fait le contraire, constitués essentiellement d'enseignants (13%), d'ouvriers (11%) et d'artisans (9%). Toutes ces appréciations marquent une amélioration par rapport à 2001 où le Mali était jugé une pleine démocratie par 25%, une démocratie avec de petites difficultés, 22% ou une démocratie avec de graves difficultés, 39%.

Supprimé : ¶

Tableau 1.8. Appréciation globale de la démocratie

	Pas une démocratie	Démocratie avec problèmes majeurs	Démocratie avec problèmes mineurs	Pleine démocratie	Sans réponse
Revenu					
✓ Aucun revenu monétaire	6	23	30	26	15
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	5	23	26	37	9
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	4	22	36	34	4
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	2	23	38	35	2
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	2	29	39	26	4
✓ Plus de 100 000 fcfa	4	40	30	21	5
Sexe					
✓ Homme	4	26	34	33	3
✓ Femme	5	23	31	27	14
Milieu					
✓ Urbain	3	25	34	23	15
✓ Rural	3	24	30	33	10
Occupation					
✓ Chômeur	6	12	59	12	11
✓ Agriculteur	3	25	31	33	8
✓ Ménagère	6	21	30	30	13
✓ Commerçant	7	31	33	26	3
✓ Artisan	9	12	32	34	13
✓ Profession libérale	8	34	29	29	
✓ Ouvrier	11	11	33	45	
✓ Enseignant	13	33	47	7	
✓ Agent de l'Etat	7	21	62	10	
✓ Etudiant	2	23	43	32	
✓ Retraité		38	31	8	23
✓ Autres		63	25	12	
Total	5	24	33	30	8

Les plus satisfaits avec la démocratie (Tableau 1.9) sont aussi ceux qui pensent que le pays est une pleine démocratie (85%) ou que la démocratie ne rencontre que des problèmes mineurs (72%). Les autres sont beaucoup moins satisfaits (44% de ceux qui estiment que le Mali est une démocratie avec des problèmes majeurs contre seulement 17% de ceux qui jugent que le Mali n'est pas du tout une démocratie). Quelle que soit l'appréciation de la valeur de la démocratie malienne, 63% des répondants sont satisfaits avec son fonctionnement contre 60% en 2001, soit une légère augmentation à cause du déroulement pacifique des élections présidentielles et législatives de 2002.

Le Tableau 1.9 laisse aussi entrevoir une plus grande satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie chez les hommes (69%) que chez les femmes (57%). De même, la satisfaction serait plus forte en milieu rural (66%) qu'en milieu urbain (56%).

Tableau 1.9. Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie au Mali

	Insatisfait	Satisfait	Ne sais pas
Appréciation de la démocratie			
✓ Pas une démocratie	81	17	2
✓ Démocratie avec problèmes majeurs	54	44	2
✓ Démocratie avec problèmes mineurs	27	72	1
✓ Pleine démocratie	14	85	1
Education			
✓ Sans éducation formelle	27	67	6
✓ Education informelle	37	59	4
✓ Primaire inachevé	30	68	2
✓ Primaire achevé	31	67	2
✓ Secondaire inachevé	43	55	2
✓ Secondaire achevé	54	46	
✓ Post-secondaire	64	36	
Age			
✓ Jusqu'à 30 ans	38	60	2
✓ 31 – 40 ans	34	64	2
✓ 41 – 50 ans	27	69	4
✓ 51 – 60 ans	28	65	7
✓ Plus de 60 ans	33	63	4
Sexe			
✓ Homme	29	69	2
✓ Femme	37	57	6
Milieu			
✓ Urbain	42	56	2
✓ Rural	29	66	5
Occupation			
✓ Chômeur	35	59	6
✓ Agriculteur	27	69	4
✓ Ménagère	35	58	7
✓ Commerçant	40	57	3
✓ Artisan	22	71	7
✓ Profession libérale	46	54	
✓ Ouvrier	33	67	
✓ Enseignant	67	33	
✓ Agent de l'Etat	55	45	
✓ Etudiant	53	47	
✓ Retraité	54	46	
✓ Autres	38	62	
Revenu			
✓ Aucun revenu monétaire	31	60	9
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	33	64	3
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	29	69	2
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	24	75	1
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	42	57	1
✓ Plus de 100 000 fcfa	44	54	2
Total	33	63	4

Supprimé : ¶

La satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie diminue toutefois avec le niveau d'éducation et avec l'accroissement du revenu (Tableau 1.9). Ainsi, les personnes les plus exigeantes envers la démocratie sont les plus instruites et les moins pauvres. Les insatisfaits de la démocratie se recrutent principalement chez les enseignants (67%), les agents de l'Etat (55%), les retraités (54%) et les étudiants (53%). Ces catégories socioprofessionnelles sont précisément les principaux artisans de l'avènement de la démocratie au Mali, à travers leurs organisations politiques, leurs associations et syndicats. Ce qui sans doute explique qu'elles se montrent disposées à laisser plus de temps au Gouvernement pour faire face aux problèmes du pays (Confère Tableau 1.6), considérant que ce Gouvernement est une émanation de leur mouvement démocratique.

Les satisfaits comme les insatisfaits avec le fonctionnement de la démocratie sont dans leur majorité favorables à la démocratie comme forme privilégiée de gouvernement.

1.3. La participation démocratique

Pour 71% des répondants (84% des satisfaits et 50% des insatisfaits), la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (Tableau 1.10). Même chez les insatisfaits, seulement 27% d'entre eux préféreraient un gouvernement non-démocratique dans certaines circonstances contre 5% chez les satisfaits. Les insatisfaits qui préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement sont ceux qui en veulent non pas au système démocratique mais à son fonctionnement pratique au Mali. Par contre les insatisfaits qui préféreraient autre forme de gouvernement rejettent tout simplement le système tel quel.

Il faut ajouter qu'aux yeux des répondants, la démocratie n'a de valeur que si elle peut satisfaire les besoins économiques de base des citoyens, cela quel que soit le niveau de satisfaction avec son fonctionnement. Ainsi, les Maliens affichent une préférence pour la démocratie économique (une démocratie qui satisfait les besoins économiques de base de tous les citoyens) au dépens de la démocratie politique assimilée au seul libre et égal choix des citoyens dans les prises de décision.

Le soutien à la démocratie comme forme de gouvernement ne semble pas dépendre fondamentalement du niveau d'éducation, du revenu ou de l'occupation. Il en est de même pour la préférence pour la démocratie économique même si cette préférence est encore plus affichée chez les chômeurs (82%) et les agents de l'Etat (69%).

Tableau 1.10. Soutien à la démocratie et préférence pour la démocratie économique

	Démocratie versus autre forme				Urnes versus démocratie économique			
	Contre	Pour	Neutre	NSP	Contre	Pour	Neutre	NSP
Satisfaction ave la démocratie								
✓ Insatisfait	27	50	21	2	65	29	4	2
✓ Satisfait	5	84	10	1	57	41	1	1
Education								
✓ Sans éducation formelle	11	68	19	2	60	32	2	6
✓ Education informelle	14	68	16	2	53	43	1	3
✓ Primaire inachevé	12	75	11	2	62	34	3	1
✓ Primaire achevé	5	79	16		53	42	5	
✓ Secondaire inachevé	10	84	3	3	55	42	2	1
✓ Secondaire achevé	16	78	5	1	55	40	5	
✓ Post-secondaire	17	75	8		67	33		
Revenu								
✓ Aucun revenu monétaire	12	68	14	6	56	34	2	8
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	15	70	15		55	41	3	1
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	12	71	16	1	61	37	1	1
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	7	81	11	1	61	38		1
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	11	75	14		57	40	21	
✓ Plus de 100 000 fcfa	10	76	14		64	33	1	2
Occupation								
✓ Chômeur	23	59	6	12	82	18		
✓ Agriculteur	10	73	16	1	61	35	2	2
✓ Ménagère	13	65	19	3	52	38	2	8
✓ Commerçant	13	75	9	3	64	34		2
✓ Artisan	11	71	15	3	59	32	3	6
✓ Profession libérale	4	79	17		63	33	4	
✓ Ouvrier	22	78			44	56		
✓ Enseignant	23	68	9		57	37	6	
✓ Agent de l'Etat	17	76	7		69	28	3	
✓ Etudiant	17	72	9	1	52	48		
✓ Retraité		77	15	8	46	46	8	
✓ Autres	25	63	12		25	75		
Total	12	71	15	2	58	36	2	4

Le soutien à la démocratie induit un certain intérêt pour les affaires publiques. Aussi, trois répondants sur quatre se déclarent-ils intéressés par de telles affaires. Cet intérêt pour la chose publique se mesure à travers:

- ❑ l'attitude face à l'information
- ❑ la réaction face à la politique et au Gouvernement
- ❑ les relations politiques avec son entourage.

Ceux qui s'intéressent aux affaires publiques (Tableau 1.11) écoutent la radio (77%), regardent la télé (82%) ou lisent les journaux (89%) et pensent qu'ils sont écoutés de leurs amis et voisins (81%). Ils se recrutent aussi bien parmi ceux qui estiment que "parfois, la politique et le Gouvernement semblent si compliqués que c'est à ne rien y comprendre" (76%) que parmi ceux qui estiment le contraire (80%).

Tableau 1.11. L'intérêt aux affaires publiques

	Pas intéressé	Intéressé	Ne sais pas
Ecouter la radio			
✓ Jamais	42	56	2
✓ Souvent	21	77	2
Regarder la télé			
✓ Jamais	32	65	3
✓ Souvent	17	82	1
Lire les journaux			
✓ Jamais	26	71	3
✓ Souvent	10	89	1
Politique compliquée			
✓ Désaccord	20	80	
✓ Accord	22	76	2
Personne ne vous écoute en politique			
✓ Désaccord	21	79	
✓ Accord	21	76	3
Capable de vous faire entendre			
✓ Désaccord	33	66	1
✓ Accord	18	81	1
Education			
✓ Sans éducation formelle	28	69	3
✓ Education informelle	23	75	2
✓ Primaire inachevé	17	81	2
✓ Primaire achevé	12	88	
✓ Secondaire inachevé	9	88	3
✓ Secondaire achevé	13	87	
✓ Post-secondaire	14	86	
Occupation			
✓ Chômeur	47	53	
✓ Agriculteur	20	78	2
✓ Ménagère	32	65	3
✓ Commerçant	22	76	2
✓ Artisan	22	75	3
✓ Profession libérale	13	83	4
✓ Ouvrier		100	
✓ Enseignant	3	97	
✓ Agent de l'Etat	14	86	
✓ Etudiant	21	79	
✓ Retraité	31	69	
✓ Autres	12	88	
Age			
✓ Jusqu'à 30 ans	25	74	1
✓ 31 – 40 ans	20	79	1
✓ 41 – 50 ans	20	77	3
✓ 51 – 60 ans	17	78	5
✓ Plus de 60 ans	29	69	2
Sexe			
✓ Homme	17	82	1
✓ Femme	28	69	3
Total	23	75	2

En outre, l'intérêt à la politique, qui augmente avec le niveau d'éducation, semble plus marqué chez les hommes (82%) que chez les femmes (69%) et est encore plus fort chez les ouvriers (100%), les enseignants (97%) et les agents de l'Etat (86%). Ce sont là les classes les plus touchées par les réformes économiques et la restructuration du rôle de l'Etat en cours e.g. liquidation ou privatisation des entreprises publiques, réformes continues du système éducatif et diminution des effectifs de la fonction publique.

Dans la pratique, l'intérêt à la politique peut se traduire par le partage de certaines valeurs démocratiques, la participation à certaines formes de manifestation de la société civile voire l'adhésion à un parti politique. Au rang des valeurs démocratiques (Tableau 1.12), les Maliens partagent:

- ❑ le questionnement des dirigeants sur leurs actions (70% seraient actifs pour cela)
- ❑ la restriction du droit de vote à ceux qui sont suffisamment bien instruits (77%)
- ❑ la reconnaissance de l'égalité homme/femme (59%)
- ❑ l'acceptation des différences d'opinion dans la communauté (67%).

Tableau 1.12. Attitudes envers certaines valeurs démocratiques

	Contre	Pour	Neutre	NSP
Décider par consensus	67	32		1
Faire rendre compte les dirigeants	24	70	1	5
Droit de vote sans restriction	77	21	1	1
Laisser les femmes soumises aux us et coutumes	59	39	1	1

Au chapitre de la participation à certaines formes de manifestation politique de la société civile, les répondants y prennent part selon qu'ils militent ou non dans certaines des organisations démocratiques. Ainsi la participation aux meetings et aux assemblées supposent le militantisme sous toutes ses formes (Tableau 1.13). Par contre, prendront part à des démonstrations seulement ceux qui sont regroupés en syndicats ou organisations professionnelles, tandis que les discussions sont le propre des syndicats et des comités de développement.

Tableau 1.13. Formes de manifestation politique

	Discussion politique	Meeting	Assemblée	Démonstration	Usage de la force
Militant					
✓ Groupe religieux	47	47*	31*	12	3
✓ Syndicat/association paysanne	53*	53*	36*	12*	3
✓ Organisation professionnelle	52	51*	33*	15*	3
✓ Comité de développement	55*	58*	41*	11	2
Total	47	39	28	9	2

* Lien significatif

Les formes privilégiées de manifestation politique restent les meetings (39%) et surtout les discussions ou dialogue social (47%). Les principaux groupements de la société civile dans lesquels militent les citoyens (Tableau 1.14) sont d'ordre religieux (25%) ou communautaire (25%). Le syndicat recrute essentiellement des enseignants (23%) et agents de l'Etat (28%). Spécifiquement, 30% des agriculteurs se reconnaissent appartenir à une association paysanne.

Tableau 1.14. Militantisme dans une organisation de la société civile

	Groupe religieux	Syndicat / association paysanne	Organisation professionnelle	Comité de développement
Occupation				
✓ Chômeur	6			12
✓ Agriculteur	31	30	15	31
✓ Ménagère	20	18	16	21
✓ Commerçant	19	14	24	19
✓ Artisan	22	21	17	18
✓ Profession libérale	8	21	13	38
✓ Ouvrier	33	11	33	11
✓ Enseignant	26	23	13	13
✓ Agent de l'Etat	21	28	28	31
✓ Etudiant	11	6	6	15
✓ Retraité	31		15	15
✓ Autres	50	38	25	38
Total	25	24	16	25

Enfin, par rapport à l'appartenance à un parti politique (Tableau 1.15), 42% des répondants ne se sentent proches d'aucun parti politique, 38% ne se sentent que peu proches (19% pas très proches et 19% quelque peu proches). Seulement un Malien sur cinq se sent très proche d'un quelconque parti politique. Sur les 7 principaux partis qui se dégagent de cette enquête, le CNID apparaît comme étant le parti où les membres se sentent le plus proche de leur regroupement (63%) suivi de l'US-RDA (46%). Ces deux partis ont en commun la résistance à l'épreuve du temps, l'US-RDA depuis la chute de

son régime en 1968 suivi de son interdiction et de l'incarcération de tous ses dirigeants et le CNID qui a pu renforcer son assise idéologique après les nombreux départs qu'il a connu au profit de la création par certains de ses propres animateurs de nouveaux partis politiques.

Tableau 1.15. Appartenance à un parti politique

	Pas très proche	Quelque peu proche	Très proche	Non applicable
Aucun parti				100
ADEMA	35	29	36	
RPM	27	37	36	
CNID	21	16	63	
US-RDA	15	39	46	
Mouvement citoyen	50	28	22	
PARENA	32	34	34	
SADI	43	29	28	
Autres	12	46	42	
Total	19	19	20	42

A l'opposé du CNID et de l'US-RDA, le Mouvement citoyen apparaît comme un conglomérat d'individus pas très proches de leur union (50%) suivi du SADI (43%). Entre ces deux extrêmes, les partis ADEMA, RPM et PARENA font côtoyer des militants convaincus (36, 36 et 34%) avec des gens qui se sentent à peine proches de leur parti (64, 64 et 66%). Ces trois partis ont en commun l'expérience du pouvoir depuis les événements de 1991.

2. Légitimité de l'Etat

Au-delà de la constitution du pouvoir par voie électorale, la légitimité de celui-ci s'acquiert à travers un certain nombre de considérations dont la confiance et l'accessibilité aux institutions mises en place, la prédictibilité du fonctionnement des institutions et les perceptions des citoyens envers la corruption au sein de l'Etat. Ces éléments peuvent s'apprécier en eux-mêmes tout comme en comparaison avec le passé pour voir les améliorations significatives qu'apportent les dirigeants constitués.

2.1. Les déterminants de la confiance en l'Etat

La confiance en l'Etat se mesure à travers la confiance des citoyens en ses institutions constituantes ainsi que la confiance en un certain nombre d'organismes de la société et/ou de la scène internationale et le traitement que l'Etat réserve à ces derniers. Elle dépend aussi de la prise en compte par l'Etat des attentes des citoyens dans le domaine de la décentralisation et sur la problématique genre.

Interrogés sur leur degré de confiance en chacune d'une liste de 19 institutions, les Maliens font confiance dans leur majorité à 13 d'entre elles et n'ont pas confiance aux autres ou ne semblent pas suffisamment les connaître (Tableau 2.1).

Tableau 2.1. Confiance aux institutions

		Confiance	Pas confiance	Ne sais pas
1.	ORTM	81	14	5
2.	Armée	80	15	5
3.	Chefs coutumiers	79	17	4
4.	Président	71	21	8
5.	Radio et télé privées	68	21	11
6.	Police	64	30	6
7.	Assemblée Nationale	62	25	13
8.	Entreprises publiques	61	25	14
9.	Partis au pouvoir	59	31	10
10.	Grosses entreprises privées	55	32	13
11.	Petits entrepreneurs	55	37	8
12.	Petits commerçants	54	41	5
13.	Assemblée Locale	51	29	20
14.	Tribunaux	50	41	9
15.	Assemblée Régionale	49	27	24
16.	Journaux gouvernementaux	48	16	36
17.	CENI	46	32	22
18.	Journaux privés	43	23	34
19.	Partis d'opposition	40	45	15

Les premiers suffrages vont à l'ORTM (81% de confiance), à l'armée (80%), aux chefs coutumiers (79%), au Président de la République (71%) et aux radio et télé privées (68%). Les institutions qui recueillent le moins de suffrages sont les partis d'opposition (40% de confiance), les journaux privés (43%), la CENI (46%), les journaux gouvernementaux (48%) et l'Assemblée Régionale (49%). La moitié des répondants font confiance aux tribunaux contre 41% qui n'en font pas confiance et 9% qui ne se prononcent pas.

La confiance en l'ORTM et aux chefs coutumiers peut s'expliquer par la plus grande accessibilité à ces institutions. Quant à l'armée et au Président, le suffrage peut s'expliquer par le caractère solennel et de très haute portée nationale de ces deux institutions qui incarneraient la force militaire et l'autorité royale, selon la maxime "*fanga tè mòngò filan ye*" (la force fait autorité).

Les institutions les moins cotées sont celles avec lesquelles le citoyen entretient peu de relation e.g. la CENI, l'Assemblée régionale en tant qu'organe de la décentralisation nouvellement constitué.

S'agissant des institutions internationales (Tableau 2.2), on note une assez nette ignorance de celles-ci. La moitié des personnes interrogées ne connaissent ni l'Union Européenne ni l'OMC, 44% ignorent le FMI et 36% la Banque Mondiale. Même les institutions africaines et sous-régionales sont peu connues, 38% ne connaissent pas l'Union Africaine et 34% la CEDEAO.

Tableau 2.2. Connaissance des institutions internationales

	Ne sais pas		En sais (note de 0 à 10)	
		%échantillon	Score médian	Score moyen
Union Africaine	38	62	6	6.72
Union Européenne	50	50	6	6.56
Nations Unies	42	58	7	6.88
Banque Mondiale	36	64	8	7.33
FMI	44	56	7	7.06
OMC	50	50	7	6.89
CEDEAO	34	66	8	7.37

Pour légitimer son option politique d'intégration sous-régionale ou africaine et réussir l'insertion du Mali dans l'économie mondiale, l'Etat devra déjà amener les citoyens à mieux connaître ces institutions.

A l'opposé des institutions internationales, pour les institutions décentralisée, il s'agira plus pour l'Etat de prendre en compte les attentes des populations en matière de décentralisation en veillant à ce que les communes puissent mieux s'autogérer. Dans le choix des élus communaux, comme dans tout choix représentatif, il n'est pas apparu la nécessité d'imposer un quota de femmes pour garantir une représentativité acceptable des femmes (Tableau 2.3).

Tableau 2.3. Quota femmes aux élections et autogestion des communes

	Contre	Pour	Neutre	NSP
Imposer quota femmes	56	39	2	3
✓ Homme	64	32	2	2
✓ Femme	48	47	2	3
Laisser les communes s'autogérer	44	52	3	1
✓ Urbain	38	59	3	
✓ Rural	47	49	3	1

Supprimé : ¶

2.2. Performances des institutions

Les performances des institutions concernent aussi bien la garantie des libertés démocratiques que la confiance au Gouvernement au regard de ses capacités présumées et de ses actions concrètes, tant au niveau national qu'au niveau local, ainsi que l'accessibilité des citoyens aux services publics essentiels et la prédictibilité des modifications que le Gouvernement pourrait apporter aux lois et règlements.

Interrogés sur la façon dont le pays est gouverné, les répondants pensent à 82% qu'il faut faire attention à ce qu'on dit en politique (Tableau 2.4), alors qu'ils n'étaient que 75% en 2001. Cela traduirait un renforcement de la restriction de la liberté d'expression. Plus grave, ils estiment (79%) que "les gens sont inégalement traités devant la loi". Dans le même temps, ils soutiennent à 80% que "la compétition entre partis politiques conduit à des conflits".

Tableau 2.4. Garanties de certaines libertés démocratiques

	Non	Oui	NSP
Faire attention à ce qu'on dit en politique	14	82	4
La compétition entre partis conduit à des conflits	16	80	4
Les gens sont inégaux devant la loi	13	79	8
Le Président ignore la constitution	41	36	23

En dépit de ces insuffisances de garantie des libertés démocratiques, 60% des Maliens admettent que "notre constitution exprime les valeurs et aspirations du peuple" (Tableau 2.5). En 2001, ils étaient 68% à l'admettre. Cette diminution résulterait de l'impact sur l'opinion publique des tentatives jusqu'ici infructueuses des gouvernants de modifier la constitution de janvier 1992, dont la plus importante était celle de 2002, à l'initiative du Président de la République sortant.

De l'autre côté, le respect de la loi semble admis dans la plus part des cas, qu'il s'agisse du droit des tribunaux à imposer des décisions de justice (70%), du droit de la police à faire respecter la loi (88%) ou du droit de l'administration fiscale à contraindre les contribuables au paiement des impôts (78%). Cette primauté du droit conduit au rejet de la violence physique (56%), à saisir la police en cas de crime au lieu de se rendre justice soi-même (69%) et à privilégier la non violence en politique (69%).

Tableau 2.5. Attitudes envers le droit

	Désaccord	Accord	Neutre	NSP
Notre constitution exprime les aspirations du peuple	13	60	9	18
Les tribunaux ont le droit d'imposer des décisions	12	70	12	6
La police a le droit de faire respecter la loi	7	88	3	2
Les impôts ont le droit de contraindre à payer	13	78	7	2
Droit d'user de la violence physique	56	41	2	1
Saisir la police au lieu de se rendre justice	17	69	13	1
Non violence en politique	24	69	3	4

Au-delà des principes démocratiques et de leur garantie, la légitimité de l'Etat se mesure aux performances de ses institutions dont le Gouvernement. A la question de savoir si le Gouvernement actuel fait bien ou non face aux préoccupations des populations (Tableau 2.6), celui-ci est mal noté dans la plupart de ses propres options prioritaires, à savoir:

- la sécurité alimentaire (61%)

- ❑ la stabilité des prix (57%)
- ❑ la réduction des inégalités sociales (56%)
- ❑ la lutte contre la corruption (51%).

Par contre, ses performances sont reconnues dans les domaines de la santé (73%) dont la lutte contre le paludisme (71%) et la lutte contre le VIH/Sida (70%), de l'éducation (73%) et de la résolution des conflits entre communautés (71%). Cette reconnaissance a plutôt augmenté depuis 2001 quand 64% des Maliens évaluaient positivement les performances du Gouvernement en matière de santé et 59% en matière d'éducation. Les efforts du Gouvernement sont bien appréciés dans ces deux domaines sans doute à cause de son soutien à la construction des CSCOM et à la multiplication des écoles dans les communes rurales.

Tableau 2.6. Les performances du Gouvernement face à certaines préoccupations

	Mal	Bien	NSP
Sécurité alimentaire	61	37	2
Stabilité des prix	57	39	4
Réduction du fossé riches/pauvres	56	39	5
Lutte contre la corruption	51	39	10
Réduction de la criminalité	42	53	5
Création d'emplois	41	52	7
Fourniture d'eau aux ménages	38	59	3
Gestion de l'économie	36	55	9
Lutte contre le paludisme	25	71	4
Satisfaction des besoins d'éducation	25	73	2
Amélioration des services de santé	24	73	3
Résolution des conflits	21	71	8
Lutte contre le VIH/Sida	18	70	12

Il ressort par ailleurs que 47% des répondants approuveraient que davantage de ressources soient allouées à la lutte contre le sida au détriment d'autres secteurs e.g. l'éducation.

Supprimé : ¶

L'appréciation des performances du Gouvernement s'appuie sur l'hypothèse que ce dernier peut résoudre la plupart des problèmes auxquels le pays est confronté. Ainsi, ils ne sont que 1% à penser que le Gouvernement ne peut résoudre aucun problème du pays et 6% qu'il ne peut en résoudre que très peu (Tableau 2.7). L'écrasante majorité (91%) croit le Gouvernement capable de faire face, au moins, à certains problèmes du pays.

La croyance en la capacité du Gouvernement à résoudre tous les problèmes du pays diminue avec le niveau d'instruction et le revenu et reste plus accentuée chez les travailleurs manuels (artisans, ouvriers, agriculteurs et ménagères).

Tableau 2.7. Combien de problèmes le Gouvernement peut-il résoudre

	Aucun	Très peu	Certains	La plupart	Tous	NSP
Education						
✓ Sans éducation formelle	1	6	29	40	22	2
✓ Education informelle		3	25	43	27	2
✓ Primaire inachevé	2	6	34	40	17	1
✓ Primaire achevé	3	2	26	50	19	
✓ Secondaire inachevé		15	27	48	8	2
✓ Secondaire achevé		6	49	40	5	
✓ Post-secondaire		3	53	36	8	
Occupation						
✓ Chômeur		6	47	35	6	6
✓ Agriculteur	1	5	31	41	21	1
✓ Ménagère	2	6	21	40	27	4
✓ Commerçant	1	3	37	42	17	
✓ Artisan	2	3	27	45	22	1
✓ Profession libérale			58	29	13	
✓ Ouvrier		11	33	33	23	
✓ Enseignant		7	43	37	13	
✓ Agent de l'Etat		4	48	38	10	
✓ Etudiant		15	32	45	8	
✓ Retraité		8	54	31	7	
✓ Autres			13	75	12	
Revenu						
✓ Aucun revenu monétaire	3	10	25	32	27	3
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa		6	18	44	32	
✓ 10 001 – 30 000 fcfa		6	35	45	14	
✓ 30 001 – 50 000 fcfa		2	36	46	16	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa		4	39	45	11	1
✓ Plus de 100 000 fcfa	1	7	51	32	9	
Milieu						
✓ Urbain	1	6	37	41	14	1
✓ Rural	1	6	27	41	23	2
Total	1	6	30	41	20	2

Comparées à ses capacités présumées, les performances du Gouvernement sont faibles dans l'ensemble, mais comparées à celles du parti unique (Tableau 2.8), elles apparaissent plus positives notamment dans le domaine de la fourniture des services (62%). Toujours comparé au régime de parti unique, le Gouvernement actuel apparaît moins corrompu (56% des répondants pensent qu'il est au plus aussi corrompu sinon moins), il est à 55% plus digne de confiance et plus capable (59%) de renforcer la loi.

Tableau 2.8. Comparaison du Gouvernement actuel avec celui du parti unique

	Moins	Plus	Identique	NSP
Renforcement de la loi	25	59	9	7
✓ Aucun revenu monétaire	23	54	12	11
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	27	58	11	4
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	21	65	10	4
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	29	60	8	3
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	29	62	6	3
✓ Plus de 100 000 fcfa	29	57	10	4
Fourniture des services	16	62	15	7
✓ Aucun revenu monétaire	13	57	18	12
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	22	58	17	3
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	15	65	15	5
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	16	75	9	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	19	68	10	3
✓ Plus de 100 000 fcfa	10	63	21	6
Gouvernement corrompu	36	33	20	11
✓ Aucun revenu monétaire	35	29	10	16
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	35	38	24	3
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	33	38	20	9
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	43	34	18	5
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	39	35	21	5
✓ Plus de 100 000 fcfa	33	33	24	10
Gouvernement digne de confiance	20	55	15	10
✓ Aucun revenu monétaire	19	53	17	11
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	20	60	18	2
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	23	57	14	6
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	23	60	12	5
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	23	60	10	7
✓ Plus de 100 000 fcfa	18	47	20	15

Les performances comparées du Gouvernement augmentent avec le revenu jusqu'à cent mille francs CFA par mois, au-delà le jugement est quelque peu atypique.

En dehors des principes et des conséquences des actions du Gouvernement, la notation de ses performances dépend également de l'identité de groupe du répondant et selon que l'on pense que son groupe particulier est ou non injustement traité. Les groupes d'identité "genre", "occupation" et "classe" s'estiment souvent injustement traités par le Gouvernement (Tableau 2.9). Parmi eux, seuls les membres du groupe d'occupation professionnelle pensent que leurs conditions économiques sont pires (57%) que celles des

autres groupes du pays, ce qui est le cas chez 41% des membres du groupe "classe sociale".

Tableau 2.9. Conditions de groupe et traitement Gouvernement

		Conditions économiques de groupe				Traitement injuste de groupe		
		Pires	Meilleures	Identiques	NSP	Jamais	Souvent	NSP
Identité de groupe								
✓	Ethnie	29	27	41	3	60	32	8
✓	Religion	22	44	32	2	67	25	8
✓	Occupation	57	19	23	1	35	61	4
✓	Classe	41	27	27	5	35	55	10
✓	Genre	30	27	38	5	29	66	5
✓	Autres	25	32	32	11	50	32	18
Unité nationale								
✓	Contre (3%)	31	46	23		57	43	
✓	Pour (97%)	37	28	33	2	51	42	7
Total		37	28	33	2	51	42	7

Au total, seulement 28% des répondants estiment que leurs conditions économiques sont meilleures à celles des autres, 37% pensent que c'est pire et 33% qu'elles sont identiques à celles des autres. En conséquence, 51% ne se croient pas injustement traités par le Gouvernement. Ces résultats ne sont pas influencés par l'attachement ou non du répondant à l'unité nationale à laquelle tiennent 97% des répondants. Paradoxalement parmi les 3% de personnes peu favorables à l'unité nationale, 46% pensent que leurs conditions économiques de groupe sont meilleures à celles des autres et qu'à 57% ils n'ont jamais été injustement traités par le Gouvernement.

Sur les institutions autres que le Gouvernement, les répondants sont généralement neutres dans leurs appréciations de leurs performances respectives (Tableau 2.10). Cette notation neutre (ni bien ni mal) peut s'expliquer par le renouvellement récent desdites institutions au sortir des élections présidentielles de mai 2002 et législatives de juillet 2002 et des changements de titulaires que les résultats de ces élections ont pu apporter à certains postes de responsabilité nationales

Tableau 2.10. Les performances des institutions autres que le Gouvernement

Supprimé : ¶

	Mal	Bien	Neutre	NSP
Président de la République	8	31	52	9
Représentant à l'Assemblée Nationale	11	23	46	20
✓ Les parlementaires s'occupent des intérêts des gens				
≡ Non (8%)	22	10	52	16
≡ Oui (88%)	10	25	46	19
≡ NSP (4%)	13	11	24	52
✓ Les parlementaires écoutent les gens				
≡ Non (8%)	27	13	46	14
≡ Oui (88%)	10	25	46	19
≡ NSP (4%)	12	11	26	51
✓ Confiance en l'Assemblée Nationale				
≡ Pas confiance	22	12	46	20
≡ Confiance	8	32	51	9
≡ NSP	4	6	20	70
Haut commissaire de région	10	23	43	24
✓ Kayes	11	38	29	22
✓ Koulikoro	7	49	37	7
✓ Sikasso	11	2	53	34
✓ Ségou	8	30	60	2
✓ Mopti	17	13	39	31
✓ Tombouctou	10	25	41	24
✓ Gao	13	19	47	21
✓ Kidal	33		50	17
✓ Bamako	8	7	27	58
Préfet de cercle	12	25	43	20

Abstraction faite de la notation neutre, les actions du Président sont relativement bien appréciées (31% de bien contre 8% de mal). Le représentant à l'Assemblée Nationale est crédité de 23% d'avis favorables contre 11% d'avis défavorables, le haut commissaire 23% aussi contre 10% et le préfet 25% contre 12%. Par région, les meilleures performances seraient accordées aux hauts commissaires de Koulikoro (49% de bien contre 7% de mal) et de Kayes (38% de bien contre 10% de mal). Dans le cas spécifique de Bamako, 58% des répondants n'en ont pas entendu parler, ce qui peut même poser le problème de la pertinence du maintien d'une telle institution écartelée entre les 6 mairies des communes du district et de surcroît avec la présence de tous les ministères et autres démembrements de l'Etat dans la capitale.

La facilité avec laquelle les citoyens accèdent à certains services publics de base assoient leur confiance en l'Etat et sous-tend leur appréciation des performances de cet Etat. Il apparaît excessif (Tableau 2.11) que 26% des Maliens trouvent difficile d'obtenir une pièce d'identité (acte de naissance,

carte d'identité ou passeport). Par contre, il serait beaucoup plus facile d'obtenir une carte d'électeur (77%) qui est inopérante au cours des élections dès lors que son détenteur ne possède aucune carte d'identité à moins de bénéficier du témoignage de deux autres électeurs détenteurs eux de carte d'identité et de surcroît inscrits dans le même bureau de vote. Comparativement à 2001, l'accès à la pièce d'identité est devenu plus difficile puisque 72% jugeaient hier cet accès facile alors que seulement 60% sont aujourd'hui de cet avis. Il en est de même pour la carte d'électeur où le pourcentage est passé de 85 à 77%. Dans le cadre de la lutte contre le "faux et usage de faux", la moralisation de la délivrance de ces pièces s'est malheureusement accompagnée de difficultés supplémentaires pour le citoyen d'y accéder.

Tableau 2.11. Accessibilité à des services publics de base

	Difficile	Facile	Jamais essayé	NSP
Une pièce d'identité	26	60	12	2
Une place à l'école	15	74	10	1
Une carte d'électeur	11	77	9	3
Des services domestiques	40	21	36	3
Un prêt/paiement du Gouvernement	37	14	45	4
Une aide de la police	23	21	53	3

Les services domestiques comme l'eau, l'électricité ou le téléphone restent inaccessibles à la plupart des citoyens (40% trouvent l'accès difficile et 36% ne l'ont même jamais tenté). Il en va de même pour obtenir un paiement du Gouvernement comme une quelconque assistance sociale (37% et 45%) ou encore bénéficier de l'aide de la police en cas de besoin (23% et 53%). La faible assistance de la police peut être mise en relation avec la fréquence des crimes dans les maisons et des attaques physiques. N'empêche, les vols à domicile (Tableau 2.12) paraissent relativement importants (25% avec 32% en milieu urbain) et il s'installe chez le citoyen une certaine hantise d'être victime de cambriolage dans sa maison (22%).

Tableau 2.12. Peur et expérience de crime

	Non	Oui
Avoir peur de crime dans sa maison	78	22
✓ Milieu urbain	80	20
✓ Milieu rural	78	22
Avoir eu sa maison mise à sac	75	25
✓ Milieu urbain	68	32
✓ Milieu rural	78	22
Avoir été physiquement attaqué	93	7
✓ Milieu urbain	90	10
✓ Milieu rural	94	6

En plus des difficultés d'accès aux services publics de base, les répondants évoquent une certaine volatilité de l'Etat dans l'édiction des lois et règlements (Tableau 2.13). Ainsi, 75% d'entre eux estiment vraisemblable que le Gouvernement renforce la loi s'ils venaient à commettre un crime et 70% s'ils ne payaient pas d'impôt et 67% s'ils ne réglaient pas les factures d'eau, d'électricité ou de téléphone.

Tableau 2.13. Probabilités que le Gouvernement renforce la loi contre les délits

	Pas vraisemblable	Vraisemblable	NSP
Contre crime grave	20	75	5
Contre non paiement d'impôt	25	70	5
Contre non paiement de services domestiques	23	67	10

De telles appréciations altèrent la légitimité de l'Etat aux yeux du citoyen. La prédictibilité du comportement de l'Etat se mesure à l'abandon de la pratique de modification des dispositions législatives et réglementaires au gré des circonstances ou des acteurs.

2.3. Perceptions de la corruption

Puisque le Gouvernement a inscrit la lutte contre la corruption dans son programme d'action, il importe de décrypter les perceptions des populations sur ce phénomène dans la plupart des institutions de l'Etat. La corruption est jugée plus visible (Tableau 2.14) parmi les agents de douane et services

d'immigration (67%), au sein de la justice (57%), dans la police (55%) et parmi les hommes d'affaires, nationaux (52%) ou étrangers (51%).

Tableau 2.14. La proportion de personnalités corrompues dans certaines institutions

	Aucun	Certains	La plupart	Tous	NSP
La Présidence	19	28	20	17	16
Les élus (nationaux ou locaux)	16	31	20	18	15
Les fonctionnaires de l'Etat	11	32	28	19	10
La police	10	24	25	30	11
Les fonctionnaires aux frontières	7	15	24	43	11
Les juges et magistrats	10	23	23	34	10
Les hommes d'affaires nationaux	10	24	20	32	14
Les hommes d'affaires étrangers	10	23	22	29	16
Les enseignants et l'administration scolaire	38	30	12	12	8
Les chefs religieux	52	23	6	9	10
Les dirigeants d'ONG/organisations communautaires	28	30	13	13	16

Comparativement à 2001, on constate une baisse de la fréquence de la corruption:

- ☐ chez les agents de douane (de 76% à 67%)
- ☐ au sein de la justice (de 70% à 57%)
- ☐ dans la police (de 67% à 57%)
- ☐ parmi les hommes d'affaires nationaux (de 61% à 52%).

Dans le même temps, on observe une légère augmentation de la corruption chez les investisseurs étrangers (de 49% à 51%).

La réduction de la fréquence de corruption s'explique par les effets conjugués de la lutte interne contre le phénomène et de la dénonciation de ce crime par les partenaires bilatéraux et multilatéraux e.g. Banque Mondiale et Union Européenne. Le déplacement de la corruption vers les opérateurs étrangers résulterait de l'accroissement de l'importance de ces derniers dans l'activité économique au Mali, à la faveur des politiques de restructuration en cours.

Quelle que soit son importance, la présomption de corruption dans les institutions de l'Etat entache la légitimité de ce dernier. Il faut toutefois ajouter que les répondants ne dénoncent pas une quelconque pratique courante de la corruption, étant au plus 15% à en avoir fait l'expérience (Tableau 2.15).

Tableau 2.15. L'expérience de la corruption (pot de vin offert pour...)

	Non	Oui	NSP
Obtenir un document ou une autorisation	88	12	
Inscrire un enfant à l'école	94	6	
Obtenir des services domestiques	94	4	2
Traverser une frontière	84	15	1
Eviter un problème avec la police	90	9	1
Autre chose (2% de l'échantillon) e.g. avoir une place dans l'administration	96	2	2

Cependant, 21% des personnes interrogées offriraient un pourboire pour obtenir une autorisation quelconque de l'Etat et autres 21% useraient de relations personnelles ce qui peut cacher une certaine forme de corruption (Tableau 2.16).

Tableau 2.16. Que faire dans l'attente d'une autorisation de l'Etat

	%
Juste attendre	35
Offrir un pourboire	21
User de ses relations	21
Ecrire au directeur de service	8
Faire à sa tête	1
Ne rien faire	8
Ne sais pas	6

La connaissance des poches de corruption et de la prédisposition des gens à corrompre doit amener les pouvoirs publics à entreprendre des réformes structurelles de nature à saper les fondements du phénomène, e.g. une législation douanière plus simple et transparente réduirait les circonstances de corruption tout comme la suppression des monopoles de droit ou de fait annihilerait les velléités de corruption des opérateurs (victimes comme bénéficiaires) des secteurs d'activités concernés.

Au-delà de la lutte contre la corruption, les réformes structurelles sont généralement nécessaires dans tout processus de développement. Cependant, pour qu'elles bénéficient de l'adhésion populaire, elles doivent être conçues, mises en œuvre et suivies avec la participation effective des représentants des citoyens. C'est au regard de cette exigence qu'il faut apprécier les perceptions des Maliens face aux réformes économiques en cours.

3. Perceptions des réformes économiques

Les perceptions des populations vis-à-vis des réformes économiques s'analysent à travers les préoccupations économiques, la situation économique réelle du pays et les conditions de vie des ménages ainsi que leur satisfaction avec lesdites réformes.

3.1. Les préoccupations économiques

A la question de savoir "quels sont les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et auxquels le Gouvernement devrait s'attaquer", les deux tiers des répondants (67%) indexent la famine ou l'insécurité alimentaire (Tableau 3.1). C'est de loin la plus importante préoccupation, quel que soit le milieu ou la région. Il faut rappeler que 61% des répondants jugeaient insuffisantes les actions du Gouvernement dans ce domaine (Tableau 2.6).

Tableau 3.1. Les plus importants problèmes auxquels le Gouvernement devrait s'attaquer

	%
Famine/nourriture	67
Santé	35
Eau	26
Éducation	25
Pauvreté/exclusion	23
Agriculture	23
Chômage	15
Infrastructures/routes	11
Gestion de l'économie	9
Insécurité	7
Salaires/revenus	6
Financement	5

Supprimé : ¶

Après la faim, les autres préoccupations sont la santé (35% des répondants), la maîtrise de l'eau (26%) et l'éducation (25%). Déjà en 2001, la faim et la santé étaient les deux premières préoccupations des Maliens. La pauvreté apparaît comme étant la cinquième (contre la troisième en 2001) préoccupation mentionnée par moins du quart des répondants (23%) alors que la lutte contre ce fléau est placée au cœur des politiques du Gouvernement et des institutions financières internationales. Pour être conforme aux attentes des populations, la lutte contre la pauvreté devrait commencer par la lutte contre l'insécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, les efforts doivent converger vers une meilleure politique de

développement de l'agriculture axée sur la maîtrise de l'eau et le renforcement des ressources humaines par la santé et l'éducation. Un tel axe stratégique serait de nature à mieux faire face au problème du chômage (la préoccupation de 15% des répondants).

La lutte contre la pauvreté est d'autant plus assimilable à la lutte contre la faim que la pauvreté est définie par les Maliens (Tableau 3.2) en terme de manque de nourriture (50% des répondants) bien avant le manque d'argent (31%), le manque d'avoir (24%) ou encore le manque d'accès à la santé (23%).

Tableau 3.2. La signification de la pauvreté

	%
Manque de nourriture/famine	50
Manque d'argent/bas salaires	31
Ne rien posséder	24
Mauvaise santé	23
Incapacité de satisfaire ses obligations	9
Sans vêtement	9
Chômage/sans emploi	8
Sans soutien social	7
Sans abri	7
Paysan	4
Handicapé	4
Sécheresse	4
Chétif	4
Manque d'éducation/savoir	3
Manque de bétail	3
Dépendre des autres sans moyen propre	2
Manque d'équipement	2

Nonobstant la définition qu'ils donnent à la pauvreté, les répondants s'accordent une note médiane de 4 sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond aux pauvres et 10 aux riches (Tableau 3.3). Comparée aux autres générations, la génération actuelle se sent plus pauvre, plus pauvre que la génération de leurs parents et encore plus que celle de leurs enfants.

Tableau 3.3. Le score de pauvreté selon la génération (fréquences cumulées en %)

	Propre score	Score des parents	Score des enfants
0	9	7	1
1	14	11	2
2	25	18	3
3	37	29	5
4	53	43	9
5	84	64	20
6	90	77	31
7	92	84	41
8	93	90	54
9	94	91	60
10	98	98	93
NSP	100	100	100
Moyenne	3.98	4.73	7.55
Médiane	4.0	5.0	8.0
Ecart type	2.3	2.5	2.4

3.2. Réalités économiques

Corrélativement à leur propre score de pauvreté, les Maliens jugent la situation économique d'ensemble du pays plutôt mauvaise (67%), et cela quelle que soit la classe de revenu, voire pire par rapport aux douze précédents mois (44%). Comparativement aux pays voisins, cette situation nationale est jugée pire (45%). Toutefois, il se dégage un relatif optimisme quant à l'amélioration de la situation dans les douze prochains mois (58%) même si le quart des répondants ne pronostiquent pas l'avenir (Tableau 3.4).

Tableau 3.4. Les réalités économiques du pays

	Mal/pire	Bien/mieux	Identique	NSP
Situation actuelle du pays	67	23	9	1
✓ Aucun revenu monétaire	65	27	8	
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	70	27	3	
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	69	24	7	
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	61	28	11	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	63	22	13	2
✓ Plus de 100 000 fcfa	66	13	19	2
Situation comparée aux pays voisins	45	35	9	11
Situation comparée aux 12 mois précédents	44	41	13	2
Situation comparée aux 12 prochains mois	12	58	5	25

Transposées aux conditions de vie de leurs ménages, les perceptions des répondants restent presque invariantes, 64% d'entre eux jugeant ces conditions plutôt mauvaises (Tableau 3.5), contre 54% en 2001 – ce qui dénote une détérioration des conditions de vie. Les bas revenus sont encore plus sévères dans leur jugement. Les perceptions par rapport à l'année écoulée (41%) ou par rapport aux douze prochains mois (58%) sont identiques pour le pays comme pour les ménages. Dans les comparaisons interpersonnelles, les bas revenus estiment les conditions de vie de leurs ménages pires que celles des autres. Comparé à 2001, l'espoir d'un lendemain meilleur est resté inchangé (58%).

Tableau 3.5. Les conditions de vie des ménages

	Mal/pire	Bien/mieux	Identique	NSP
Conditions actuelles du ménage	64	23	13	
✓ Aucun revenu monétaire	68	23	9	
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	69	22	9	
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	65	24	11	
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	56	27	17	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	59	24	17	
✓ Plus de 100 000 fcfa	60	22	17	1
Conditions comparées à d'autres Maliens	35	26	36	3
✓ Aucun revenu monétaire	48	22	27	3
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	39	22	37	2
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	36	30	32	2
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	28	26	45	1
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	26	25	47	2
✓ Plus de 100 000 fcfa	31	33	34	2
Conditions comparées aux 12 mois précédents	40	41	18	1
Conditions comparées aux 12 prochains mois	12	58	6	24

Toujours par rapport aux douze précédents mois, les ménages dépensent la totalité de leur revenu dans 59% des cas voire dépenser leurs éventuelles économies (+10%) et même emprunter de l'argent pour vivre (+8%). Seulement 16% des répondants déclarent avoir épargné de l'argent (Tableau 3.6).

Tableau 3.6. Situation financière du ménage de l'année passée

Dépenser ses économies et emprunter de l'argent	3
<u>Emprunter de l'argent pour vivre</u>	<u>8</u>
<u>Dépenser quelques économies</u>	<u>10</u>
<u>Dépenser tout le revenu</u>	<u>59</u>
<u>Epargner de l'argent</u>	<u>16</u>
<u>Ne sais pas</u>	<u>4</u>

La faiblesse de l'épargne s'accompagne d'un manque général de revenu monétaire (78%). Abstraction faite du manque d'électricité compte tenu du faible taux d'électrification du pays (16%), le manque d'argent s'accompagne de manque de soins médicaux (54%) et de nourriture (52%). Tous ces manques sont encore plus accentués en milieu rural (Tableau 3.7).

Tableau 3.7. Avoir été sans.....

	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Nourriture	29	62	52
Eau potable	21	42	36
Médicaments/soins médicaux	37	61	54
Electricité	43	67	60
Energie de cuisson	27	30	29
Revenu monétaire	65	84	78
Pénurie (nombre de manques)			
0	24	3	9
1	15	10	11
2	19	14	16
3	16	21	19
4	12	24	20
5	8	20	16
6	5	8	7

Sur cette liste de 6 pénuries répertoriées, seulement 9% des répondants n'en ont connue aucune et 7% les ont toutes eues à la fois. Pour le cas spécifique des problèmes de santé (Tableau 3.8), 56% des répondants en ont connu au cours du dernier mois au point de réduire le volume de travail qu'ils sont normalement en mesure de fournir. Plus grave, 61% ont été victimes de stress, de fatigue ou d'épuisement. L'anxiété est vécue dans toutes les classes de revenu.

Tableau 3.8. Problèmes de santé au cours du dernier mois

	%
<u>Santé physique</u>	<u>56</u>
<u>Anxiété</u>	<u>61</u>
✓ <u>Aucun revenu monétaire</u>	<u>61</u>
✓ <u>Jusqu'à 10 000 fcfa</u>	<u>57</u>
✓ <u>10 001 – 30 000 fcfa</u>	<u>64</u>
✓ <u>30 001 – 50 000 fcfa</u>	<u>71</u>
✓ <u>50 001 – 100 000 fcfa</u>	<u>69</u>
✓ <u>Plus de 100 000 fcfa</u>	<u>55</u>

← Mise en forme : Puces et numéros

← Mise en forme : Puces et numéros

← Mise en forme : Puces et numéros

← Mise en forme : Puces et numéros

← Mise en forme : Puces et numéros

← Mise en forme : Puces et numéros

La permanence de l'anxiété peut s'expliquer par la manière dont les gens gagnent leur vie. Interrogés sur comment ils gagnaient leur vie, les Maliens dépendent encore peu de l'économie monétaire ou du travail salarié (Tableau 3.9). Le salariat touche au plus 17% des répondants, la vente de biens, 35%, la participation à une caisse d'épargne, 22%. Cette faible insertion dans l'économie monétaire place les Maliens dans une relative précarité qui nourrit leur hantise du lendemain.

Tableau 3.9. Comment gagner sa vie

	Pas du tout	Un peu	Beaucoup
Travail salarié	83	9	8
Vente de biens	65	25	10
Travail rémunéré en nature	80	11	9
Employer d'autres personnes	82	14	4
Participer à un groupe d'épargne communautaire	78	17	5
Emprunter de l'argent hors banque	67	27	6
Emprunter auprès d'une banque	91	8	1
Recevoir de l'argent d'autres membres famille	75	18	7
Recevoir de l'argent de membres émigrés	79	14	7

Ce résultat est corroboré par la répartition du temps de travail pour gagner sa vie (Tableau 3.10). Plus du tiers des répondants (37%) ne consacrent aucun temps à travailler pour gagner de l'argent.

Tableau 3.10. Répartition du temps de travail

	Aucun temps	Moins d'1 heure	1-2 heures	3-5 heures	Plus de 5 heures	NSP
Travailler pour de l'argent	37	5	9	16	30	3
Produire propre nourriture	33	3	13	16	31	4
Faire travaux ménagers	33	7	20	21	16	3
Prendre soin des enfants famille	24	14	28	12	15	7
Prendre soins enfants orphelins	73	7	7	4	6	3
Prendre soin membres malades	38	14	18	6	15	9
S'occuper de sa propre maladie	35	15	15	7	18	10

Supprimé : Comment gagner sa vie

Cette structure de la répartition du temps de travail traduit (Tableau 3.11) un faible développement du travail salarié dans le pays (estimé à 10% de la population active) qui touche encore peu les femmes (6% contre 14% pour les hommes), le milieu rural (6% contre 20% en milieu urbain) et des régions comme Mopti (4%) et Koulikoro (7%).

Au regard de la répartition du salariat et du chômage, la cette répartition du temps de travail reste dépendante du taux relativement élevé de chômage (15%) qui frappe encore plus les moins de 40 ans (entre 21 et 22%), les moins instruits (21% jusqu'au niveau primaire achevé) et encore les régions de Mopti (30%) et de Koulikoro (20%).

Tableau 3.11. La répartition du salariat et du chômage

	Salariat	Chômage
Education		
✓ Sans éducation formelle	3	13
✓ Education informelle	10	17
✓ Primaire inachevé	11	22
✓ Primaire achevé	16	21
✓ Secondaire inachevé	23	18
✓ Secondaire achevé	56	8
✓ Post-secondaire	31	14
Age		
☐ Jusqu'à 30 ans	8	21
☐ 31 – 40 ans	17	22
☐ 41 – 50 ans	15	9
☐ 51 – 60 ans	6	13
☐ Plus de 60 ans	4	4
Sexe		
☐ Homme	14	18
☐ Femme	6	12
Milieu		
✓ Urbain	20	14
✓ Rural	6	16
Région		
✓ Kayes	13	17
✓ Koulikoro	7	20
✓ Sikasso	11	3
✓ Ségou	9	15
✓ Mopti	4	30
✓ Tombouctou	17	5
✓ Gao	19	8
✓ Kidal	40	40
✓ Bamako	15	13
Total	10	15

3.3. Satisfaction avec les réformes économiques

Supprimé : ¶

La réalité économique actuelle du pays ainsi que les conditions de vie des ménages sont indissociables des réformes économiques engagées depuis le début des années 80 et tendant à réduire le rôle de l'Etat dans le système productif. Indépendamment de l'appréciation que l'on peut porter sur ces réformes (Tableau 3.12), le résultat est à:

- ☐ une meilleure disponibilité des biens sur le marché (54% des répondants le pensent)
- ☐ une amélioration du niveau de vie des gens (48%)

- ❑ un accroissement des opportunités d'emploi (45%)
- ❑ une plus grande sécurisation de la propriété privée (47%).

Tableau 3.12. Système économique comparé il y a quelques années

	Pire	Mieux	Identique	NSP
Disponibilité des biens	36	54	8	2
Niveau de vie des gens	39	48	11	2
Opportunités d'emploi	37	45	12	6
Fossé riches/pauvres	56	30	10	4
Sécurité de la propriété	22	47	16	15

Concomitamment, le fossé entre riches et pauvres s'est élargi (pour 56% des répondants). Cet accroissement des inégalités sociales s'accompagne d'une extension de la pauvreté à de plus larges couches de la population. Cet état de fait explique la prédominance de l'insatisfaction (52%) face à la réduction du rôle économique de l'Etat (Tableau 3.13).

Tableau 3.13. Satisfaction avec la réduction du rôle économique de l'Etat

	Insatisfait	Satisfait	NSP
Revenu			
✓ Aucun revenu monétaire	48	43	9
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	54	44	2
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	55	42	3
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	55	44	1
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	57	40	3
✓ Plus de 100 000 fcfa	53	44	3
Occupation			
✓ Chômeur	47	41	12
✓ Agriculteur	47	49	4
✓ Ménagère	59	34	7
✓ Commerçant	55	37	8
✓ Artisan	50	39	11
✓ Profession libérale	50	42	8
✓ Ouvrier	67	33	
✓ Enseignant	71	29	
✓ Agent de l'Etat	55	41	4
✓ Etudiant	53	45	2
✓ Retraité	61	31	8
✓ Autres	25	75	
Milieu			
✓ Urbain	59	35	6
✓ Rural	49	46	5
Total	52	43	5

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Jusqu'à 100 000 fcfa de revenu mensuel, l'insatisfaction face aux réformes augmente avec le revenu. Les catégories de prédilection de l'insatisfaction sont donc logiquement les enseignants (71%), les ouvriers (67%), les retraités (61%) et les ménagères (59%). De même, le milieu urbain est par conséquent plus insatisfait (59%) que le milieu rural (49%).

Supprimé : ¶

4. Sources de légitimation du marché

Jusqu'ici, il apparaît que même si les Maliens demeurent favorables à la démocratie et aux réformes économiques, ils y associent des limites qui leur donnent un contenu autre que purement libéral. Ainsi, le soutien à la démocratie est associé à la satisfaction des besoins économiques de base, la confiance aux institutions à la prise en charge des mêmes préoccupations et l'adhésion aux réformes avec le non désengagement total de l'Etat de la sphère économique. Autant d'éléments qui contrarient quelque peu le paradigme de l'économie de marché. Dans ces conditions, la légitimation du marché passe par la recherche des déterminants de l'adhésion populaire aux réformes pro-libérales. Pour procéder à la modélisation d'une telle légitimation, il faut au préalable identifier les valeurs économiques de base et mieux quantifier le capital social i.e. les réseaux de contact autant pour résoudre des problèmes que pour venir à bout des conflits.

4.1. Les valeurs économiques

Les valeurs économiques que partagent les Maliens ont été recherchées à l'aide d'une série de questions portant sur le système économique et le mode de gestion de l'économie.

Dans l'ensemble, les Maliens sont partagés entre la préférence pour l'économie dirigée (44%) et la préférence pour l'économie de marché (41%). Curieusement, la préférence pour le marché semble diminuer avec le niveau d'éducation et avec le revenu (Tableau 4.1).

Tableau 4.1 Préférence pour l'économie de marché

	Peu importe	Economie dirigée	Economie de marché	NSP
Education				
✓ Sans éducation formelle	16	39	43	2
✓ Education informelle	10	52	38	
✓ Primaire inachevé	11	45	42	2
✓ Primaire achevé	9	54	35	2
✓ Secondaire inachevé	15	44	38	3
✓ Secondaire achevé	11	52	37	
✓ Post-secondaire	5	56	36	3
Revenu				
✓ Aucun revenu monétaire	16	44	38	2
✓ Jusqu'à 10 000 fcfa	15	37	47	1
✓ 10 001 – 30 000 fcfa	7	49	42	2
✓ 30 001 – 50 000 fcfa	13	50	37	
✓ 50 001 – 100 000 fcfa	14	49	36	1
✓ Plus de 100 000 fcfa	17	44	37	2
Total	13	44	41	2

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Mise en forme : Puces et numéros

Pour mieux traquer cette préférence, il a été proposé aux répondants de se prononcer sur un ensemble d'affirmations tant sur le mode de production/distribution que sur l'école et l'emploi. La préférence pour le libéralisme apparaît dans les domaines suivants (Tableau 4.2):

- ❑ le gain de hauts salaires (87%) même si d'autres se retrouvent au chômage
- ❑ la sécurisation de la propriété privée (78%)
- ❑ la liberté d'entreprendre (70%)
- ❑ la possibilité de faire rendre compte le Gouvernement (63%)
- ❑ le bien-être par soi-même (50%).

Tableau 4.2. Préférence entre le *libéralisme* et la *planification*

	Contre	Pour	Neutre	NSP
Hauts salaires au risque de chômage	11	87	1	1
Droit de propriété	14	78	4	4
Les individus décident pour eux-mêmes	20	70	9	1
Gouvernement employé	34	63	2	1
Bien-être par soi-même	48	50	1	1
Récompense effort	50	46	2	2
<i>Les gens retournent à la terre</i>	<i>14</i>	<i>78</i>	<i>7</i>	<i>1</i>
<i>Les experts économiques décident</i>	<i>43</i>	<i>42</i>	<i>9</i>	<i>6</i>
Intérêts collectifs	32	67	1	
<i>Les riches pourvoient aux besoins des communautés</i>	<i>23</i>	<i>63</i>	<i>11</i>	<i>3</i>
Gouvernement planifie production et distribution	24	63	10	3
Gouvernement contrôle marché agricole	29	66	4	1
Ecole gratuite	28	70	2	
Protection de la production locale	28	70	2	

A l'opposé des domaines sus-mentionnés, les répondants, en même temps qu'ils placent l'intérêt collectif au-dessus de l'intérêt individuel, préféreraient que le Gouvernement :

- ☐ planifie la production et la distribution (63%)
- ☐ garde le monopole de la commercialisation des produits agricoles (66%)
- ☐ assure la gratuité de l'éducation des enfants (70%)
- ☐ protège la production locale contre les importations (70%).

Dans ces conditions, le soutien aux réformes économiques suppose qu'elles ne conduisent pas à l'élimination totale de l'Etat de toute intervention dans la sphère économique. Ainsi, la liberté d'entreprendre serait étendue à l'Etat en tant que personne morale avec revendication de monopole dans certains domaines tels que sur le marché agricole. Cette aspiration des Maliens au maintien du monopole public de la commercialisation des produits agricoles est en contradiction avec le plan actuel de privatisation de la CMDT. Au libéralisme à tout crin, les Maliens privilégient l'ouverture des secteurs économiques à la libre concurrence en lieu et place du désengagement total de l'Etat. En contrepartie, il est reconnu à l'Etat le droit de se restructurer e.g. en redimensionnant la taille des employés du secteur public (67% des répondants estiment que "le Gouvernement ne peut offrir autant d'emplois publics et devrait en licencier quelques uns").

C'est au regard de cette option que 58% des répondants préconisent l'abandon par le Gouvernement des réformes économiques actuelles, ce d'autant plus que ces politiques sont jugées (par 57%) nuisibles à la plupart des citoyens (Tableau 4.3). Ils ne sont que 34% à vouloir encore consentir des sacrifices consécutifs à la poursuite des réformes.

Tableau 4.3. Soutien aux réformes économiques

	<u>Contre</u>	<u>Pour</u>	<u>Neutre</u>	<u>NSP</u>
<u>Maintien emploi fonctionnaires versus</u> <u>réduction salaires</u>	<u>67</u>	<u>28</u>	<u>4</u>	<u>1</u>
<u>Abandon réformes économiques versus</u> <u>sacrifices</u>	<u>34</u>	<u>58</u>	<u>2</u>	<u>6</u>
<u>Politiques économiques profitables versus</u> <u>nuisibles</u>	<u>57</u>	<u>33</u>	<u>5</u>	<u>5</u>

En 2001, il n'étaient que 37% à préconiser l'abandon des réformes économiques et 49% à pouvoir encore consentir des sacrifices liés à ces réformes. Comparés aux 58% respectivement 34% de 2002, il apparaît que les citoyens n'adhèrent plus à la poursuite des réformes entamées depuis le début des années 1980, d'où ce sentiment général de "fatigue de l'ajustement structurel". Même la réorientation desdites réformes sur la problématique de la pauvreté ne change pas cet état de ras-le-bol généralisé puisque la pauvreté est passée de la troisième préoccupation nationale à la cinquième, bien après la faim, la santé, l'eau et l'éducation (Tableau 3.1).

4.2. Capital social et identité de groupe

Supprimé : ¶

On entend par capital social (ou tissu relationnel), l'ensemble des réseaux de contact des individus ou des communautés auxquels ils recourent en cas de besoin, de crise ou de conflit. Il a été mesuré dans le questionnaire Afrobaromètre par :

- ❑ les personnes ou institutions à qui les gens s'adressent lorsqu'ils viennent à manquer de quelque chose
- ❑ les personnalités contactées pour leur donner un conseil ou leur demander d'aider à résoudre un problème
- ❑ l'attachement à une entité quelconque e.g. identité de groupe, région ou pays
- ❑ les médiateurs pour aider à résoudre un conflit entre différents groupes du pays.

Pour ce qui est des personnes contactées en cas de manque (e.g. d'argent, de santé ou de nourriture), les Maliens privilégient la débrouillardise, ensuite la famille (Tableau 4.4).

Tableau 4.4. Réseau social pour aider à satisfaire certains besoins ...

	<u>Non applicable</u>	<u>Personne</u>	<u>Débrouille</u>	<u>Famille</u>	<u>Cmmté</u>	<u>Marché</u>	<u>Gvment</u>	<u>NSP</u>
<u>Nourriture</u>	48	5	15	16	7	8	1	
<u>Eau potable</u>	64	5	17	4	7		3	
<u>Santé</u>	46	6	19	13	8	3	5	
<u>Electricité</u>	35	23	19	3	3	1	11	5
<u>Energie cuisson</u>	70	5	14	4	3	3	1	
<u>Revenu monétaire</u>	20	10	26	26	8	7	2	1

Les recours à la communauté, au marché ou au Gouvernement paraissent relativement marginaux. Pour sortir des difficultés éventuelles, la famille demeure le principal élément de capital social des Maliens. Le seul véritable contrepoids à la marginalisation reste donc la famille. Cette situation, si elle perdure, conduirait à l'appauvrissement des rares soutiens de famille et à terme l'éclatement de la cellule familiale. La prise en charge des difficultés d'existence doit être inscrite dans les programmes d'action des pouvoirs publics et des collectivités décentralisées pour ne plus demeurer l'affaire des seules entités familiales.

Malheureusement, jusqu'ici les personnalités représentent peu dans le réseau de contact des citoyens pour aider à résoudre un problème. Les principaux contacts à ce niveau (Tableau 4.5) sont les chefs religieux (32%) et les chefs coutumiers (31%). Le conseiller communal est sollicité par moins du quart des citoyens (24%). Quant aux élus et hauts fonctionnaires de l'Etat, ils sont encore moins contactés (6% et 4%). Ces ordres de préférence n'ont pas changé par rapport à 2001.

Tableau 4.5. Personnalités contactées pour aider à résoudre un problème ...

	Sexe		Milieu		Total
	Homme	Femme	Urbain	Rural	
Conseiller communal	37	11	21	26	24
Représentant à l'Assemblée Nationale	10	3	6	6	6
Fonctionnaire de cabinet ministériel	7	2	7	3	4
Dirigeant de parti politique	23	9	22	13	16
Chef religieux	40	24	29	34	32
Chef coutumier	39	23	13	38	31
Autres personnalités influentes	22	14	23	16	18

En milieu rural, le chef coutumier est encore plus sollicité (38%) que le chef religieux (34%). Dans ce milieu, la chefferie traditionnelle a autorité sur la réglementation de la vie en société, alors que les chefs religieux n'ont qu'une autorité spirituelle dans un milieu où justement la spiritualité est marginale comparativement à la ville. Quelle que soit la personnalité contactée, les hommes y recourent beaucoup plus que les femmes qui dans notre société ont une vie publique moins dense.

En ce qui concerne l'identité de groupe (Tableau 4.6), les Maliens s'identifient en premier à leur groupe ethnique (36%), ensuite à leur occupation (34%) puis à leur religion (22%). Comparativement à 2001, l'appartenance ethnique reste le premier choix identitaire tandis que la religion est passée du deuxième choix au troisième au profit de l'occupation. Sur l'échelle de l'intensité de l'attachement à une entité donnée, les Maliens manifestent plus d'intérêt à leur identité de groupe (55%) qu'à la citoyenneté malienne (42%). Cependant, le choix identitaire national est mis avant l'attachement à l'occupation professionnelle ou à autre groupe tel que race, région, âge, parti politique ou pan africanisme.

Tableau 4.6. Choix identitaire

	Identité de groupe	Identité nationale versus identité de groupe		
		Identité nationale	Identité de groupe	Ne sais pas
Identité de groupe	100	42	55	3
✓ Ethnie	36	43	54	3
✓ Occupation	34	55	43	2
✓ Religion	22	19	78	3
✓ Classe	3	39	56	5
✓ Genre	3	37	55	8
✓ Autres	2	57	32	11

L'attachement à l'identité nationale est plus faible chez les membres du groupe "religion" (19%) suivis de ceux du groupe "genre" (37%), les questions religieuses et "genre" étant devenues des composantes de la mondialisation.

Lorsque des conflits éclatent entre différents groupes du pays, les principaux recours pour la médiation (Tableau 4.7) sont la chefferie traditionnelle (65%) et l'administration locale (42%). La médiation communautaire se manifeste aussi à travers les chefs religieux (15%), le recours au droit coutumier (15%) et le milieu communautaire – familles/amis/voisins – (21%).

Tableau 4.7. Les médiateurs des conflits

	%
Chefs traditionnels/anciens	65
Administration locale	42
Forces armées/police	23
Famille/amis/voisins	21
Chefs religieux	15
Tribunaux locaux	15
Les protagonistes du conflit	15
Droit coutumier	15
Tribunaux de première instance	10
Gouvernement central	3
Président de la République	3
Science occulte	1

La médiation du Gouvernement ou du Président de la République semblent être de dernier recours quand toutes les autres voies auront été épuisées. Le recours aux forces mystiques ou science occulte est encore plus marginal (1%).

De leur expérience, 65% des répondants déclarent avoir été témoin de l'éclatement de conflits entre différents groupes du pays, 70% en milieu urbain contre 63% en milieu rural (Tableau 4.8).

Tableau 4.8. *Expérience de conflits*

	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
A l'intérieur de la famille	38	42	41
Au sein de la communauté*	56	55	55
Entre différents groupes du pays*	70	63	65

* Significatif

A l'intérieur d'une même communauté, des conflits sont survenus selon 55% des répondants contre 41% qui dénoncent des conflits à l'intérieur des familles. Les conflits opposent beaucoup plus des communautés différentes que des familles d'une même communauté ou encore plus que des membres d'une même famille. La principale raison de ces conflits reste d'ordre foncier (40%). A cela, il faut ajouter cette conséquence de l'élevage extensif sous forme de divagation des animaux (20%) qui, en quête de pâturage, dévastent les récoltes des agriculteurs sur leur passage (Tableau 4.9).

Tableau 4.9. *Les principales causes de conflits*

	%
Problème foncier	40
Divagation des animaux	20
Déficit de communication	19
Problème de femmes	16
Problème d'argent	15
Questions politiques	10
Problème d'enfants	9
Pauvreté	9
Jalousie/égoïsme	8
Questions interpersonnelles/familiales	5
Problèmes économiques	4
Différences ethniques	4
Religion	3
Exclusion sociale	2
Héritage	2

Les problèmes d'ordre religieux, ethnique ou interpersonnel ne sont que des causes mineures de conflits entre communautés, bien après le rapt de femmes (16%) ou le déficit de communication (19%).

4.3. Modélisation de la légitimité du marché

Au lieu de se contenter de la seule réponse à la question de savoir si les répondants préfèrent ou non l'économie de marché à une économie dirigée par le Gouvernement, nous avons cherché à mesurer ce choix à travers un ensemble d'éléments qui traduisent les conséquences d'une économie fonctionnant selon les lois du marché. Ces éléments sont autant de valeurs qui accordent plus de rôle au marché comparativement à l'Etat ou à la collectivité. Ces valeurs sont relatives :

- ☐ à la liberté d'entreprendre (les individus décident pour eux-mêmes de produire ou de distribuer)
- ☐ à la régulation par la planification ou par le marché
- ☐ à l'abandon ou à la poursuite des réformes économiques en cours
- ☐ à la gratuité ou non de l'école
- ☐ au marché agricole
- ☐ au marché du travail
- ☐ à la protection de la propriété de toute saisie gouvernementale
- ☐ à la politique commerciale
- ☐ au culte de la réussite personnelle
- ☐ à la récompense du mérite individuel.

Tableau 4.10. *Construction d'un indice de préférence du marché*

	Pro
Libéralisation du marché du travail	88
Protection de la propriété privée	78
Liberté d'entreprendre	70
Récompense du mérite	46
Culte de la réussite personnelle	45
Poursuite des réformes économiques	34
Libéralisation du marché agricole	29
Paiement des frais scolaires	28
Déprotection de la production locale	28
Régulation économique par le marché	25

De ces 10 éléments, seulement 3 ont l'adhésion de la plupart des personnes interrogées. Ce sont:

- ☐ la libéralisation du marché du travail (88%) au sens de permettre à certains de gagner de hauts salaires même si le chômage persiste
- ☐ la protection de la propriété privée (78%) qui retire à l'Etat le droit de saisir les biens des individus sans compensation
- ☐ la liberté d'entreprendre (70%) qui laisse le libre choix aux individus de leurs décisions d'investir.

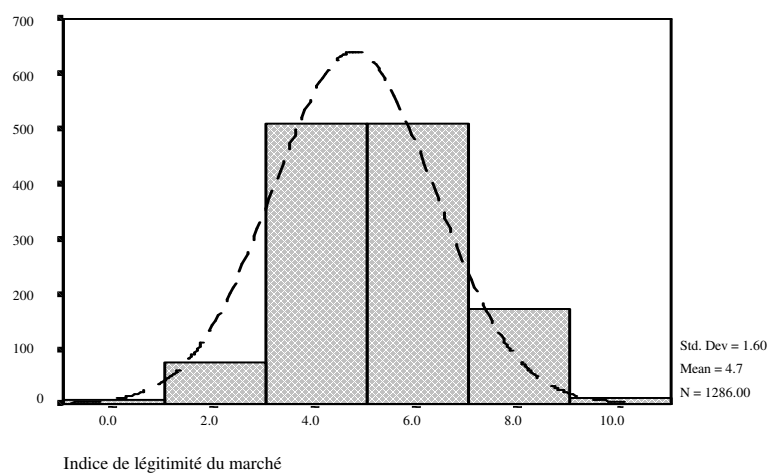
A l'opposé de ces 3 aspects du libéralisme économique, les Maliens seraient beaucoup moins favorables:

- ❑ à la régulation économique par le marché (25%)
- ❑ à la déprotection de la production locale au profit des importations (28%)
- ❑ au paiement des frais scolaires au lieu de la gratuité de l'école (28%).

Pour élaborer un modèle de légitimation du marché, les 10 éléments ci-dessus sont utilisés à construire un indice dit de légitimité du marché qui devient la variable dépendante du modèle. L'indice est construit sur une échelle de 0 à 10, chaque note correspondant au nombre de valeurs que partage l'individu.

Tableau 4.11. Indice de légitimité du marché

Valeurs	Fréquence
0	0.5
1	1.3
2	4.7
3	15.8
4	23.9
5	22.6
6	17.0
7	10.4
8	2.9
9	0.9
10	0.1
Moyenne	4.73
Médiane	5.00
Ecart type	1.60



Cet indice a été régressé (grâce à SPSS) sur un ensemble de variables dont les plus significatives ont été regroupées en 5 catégories:

- ☐ attitudes face aux réformes économiques
- ☐ attitudes face à la propriété
- ☐ perceptions des performances du Gouvernement
- ☐ valeurs démocratiques
- ☐ conditions socio-économiques

Tableau 4.12. Modèle d'estimation de l'indice de légitimité du marché

	Coef. R corrélation	SE estimé	Coef R ² détermination	R ² corrigé
	.350	1.509	.122	.111
	Variance estimée	Variance résiduelle	Fisher F	Significane de F
	23.695	2.277	10.408	.000
Facteurs	Coefficient B	Coefficient Beta	Student t	Significane de B
Constante	3.362		8.156	.000
Attitudes face aux réformes économiques				
✓ Réduction du rôle économique de l'Etat	.239	.072	2.669	.008
✓ Retour à la terre	.380	.081	3.036	.002
✓ Maintien des emplois publics	-.372	-.104	-3.853	.000
Attitudes face à la propriété				
✓ Confiance aux entreprises privées	.402	.113	3.558	.000
✓ Confiance aux entreprises publiques	-.256	-.067	-2.073	.038
Perceptions des performances du Gouvernement				
✓ Gestion de l'économie	-.243	-.071	-2.339	.019
✓ Création d'emploi	-.242	-.072	-2.366	.018
✓ Généralisation de la corruption	.146	.086	3.235	.001
✓ Réduction de la criminalité	-.256	-.078	-2.788	.005
Valeurs démocratiques				
✓ Préférence pour la démocratie	.270	.054	2.005	.045
✓ Liberté de vote	.816	.059	2.219	.027
✓ Egalité de voix	.434	.128	4.808	.000
✓ Confiance en l'Assemblée Nationale	.289	.076	2.671	.008
✓ Des riches comme dirigeants	.429	.116	4.407	.000
✓ Le Président peut tout décider	.352	.079	2.984	.003
Conditions socio-économiques				
✓ Amélioration des conditions économiques	-.192	-.055	-2.080	.038
✓ Les riches pourvoient aux besoins de tous	-.235	-.060	-2.230	.026

Le modèle du Tableau 4.12 est globalement validé, en ce sens que les 17 variables indépendantes expliquent significativement le comportement de la variable dépendante à savoir l'indice de légitimité du marché (Fisher $F=10.408$ significativement non nul), malgré que le coefficient de corrélation multiple R ne soit que de 35% pour un coefficient de détermination R^2 à peine supérieur à 12%. Ces niveaux de coefficient laissent entrevoir une très grande volatilité dans la variabilité de l'indice de légitimité du marché qui demain peut fortement varier sous l'effet de facteurs aléatoires, comprenant aussi bien des variables non prises en compte dans le questionnaire que des phénomènes imprévisibles e.g. des flux massifs de capitaux étrangers. En outre, ces niveaux sont inférieurs aux valeurs obtenues sur des modèles précédents mais qui malheureusement intégraient des variables explicatives qui, prises individuellement, n'étaient pas significativement corrélées à la variable dépendante. Dans le modèle retenu, de telles variables ont été éliminées. C'est pourquoi, au regard du test de Student (Significance de B), toutes les 17 variables indépendantes sont significativement corrélées, positivement ou négativement, à l'indice de légitimité du marché.

Les variables négativement corrélées traduisent une relation inverse avec l'indice e.g. la confiance aux entreprises publiques est un facteur défavorable à la préférence pour le marché, il en est de même pour le maintien des emplois publics, la performance du Gouvernement en matière de gestion de l'économie, de création d'emploi et de réduction de la criminalité, ainsi que de l'amélioration des conditions économiques du pays et de la disponibilité des riches à pourvoir aux besoins des communautés. Par contre, les variables positivement corrélées évoluent dans le même sens que la variable dépendante e.g. plus les entreprises privées gagneront la confiance des citoyens plus ceux-ci seront favorables à l'économie de marché donc un entrepreneuriat plus dynamique et plus respectueux du droit du travail amènera les citoyens à adhérer aux réformes libérales en cours. Toutes les valeurs démocratiques retenues sont positivement corrélées à la légitimation du marché. Ainsi, l'adhésion aux réformes économiques passerait par le renforcement desdites valeurs démocratiques telles que la confiance en l'Assemblée Nationale et l'égalité de voix. Aussi, le marché est perçu comme un rempart contre la généralisation de la corruption mesurée par l'expérience des pots de vin. Il en est de même pour la dégradation des conditions économiques du pays.

Au vu des coefficients Beta de corrélation partiels, l'égalité des citoyens, la préférence de dirigeants pas trop nécessaires, la confiance aux entreprises privées et le maintien des emplois publics apparaissent comme étant les variables qui apportent le plus de précision au modèle. En effet plus le Beta est élevé (en valeur absolue) plus la variable concernée accroît le pouvoir

explicatif du modèle, Beta mesurant le lien entre deux variables compte non tenu de l'influence des autres variables.

Les résultats du modèle permettent d'inférer que l'adhésion à l'économie de marché et donc l'acceptation des réformes en cours dépend

- ❑ de la satisfaction des valeurs démocratiques
- ❑ de la confiance au secteur privé qui reste à conquérir par un entrepreneuriat plus dynamique et plus respectueux du droit du travail
- ❑ de la réussite des réformes dans le domaine de l'emploi y compris la restructuration de la fonction publique
- ❑ de la perception des limites du Gouvernement à gérer l'économie, à créer des emplois ou à réduire la criminalité.

Conclusion

Il ressort des enquêtes que les Maliens restent attachés à la démocratie et aux réformes économiques tant que celles-ci ne conduisent pas au désengagement total de l'Etat. Pour eux, la légitimité du pouvoir doit résulter du choix des dirigeants à travers des élections régulières, libres et honnêtes. Le mode de gouvernance privilégié serait de type parlementaire, cette préférence s'accommodant de la non limitation du nombre de mandats que peut briguer le Président de la République. L'appui aux réformes économiques s'observe dans les domaines de la sécurisation de la propriété privée, de la restructuration de la fonction publique, de la libre entreprise et de la récompense du mérite personnel.

A leur soutien à la démocratie et aux réformes économiques, les Maliens associent des limites qui leur donnent un contenu autre que purement libéral. Ainsi, il ne se dégage pas un choix net pour le multipartisme intégral, les partis politiques étant même redoutés comme pouvant alimenter la division et la confusion. En outre, le soutien à la démocratie est conditionné à la satisfaction des besoins économiques de base, les Maliens affichant ainsi une préférence pour la démocratie économique au dépens de la démocratie politique assimilée au seul libre et égal choix des citoyens dans les prises de décision.

Au plan économique, l'adhésion aux réformes est associée au non désengagement total de l'Etat de la sphère économique, les Maliens demeurant en outre partagés entre la préférence pour l'économie dirigée et la préférence pour l'économie de marché. Pour mieux traquer la prédisposition à adhérer à l'économie de marché, un indice composite a été construit sur un certain nombre de variables du questionnaire, allant de l'acceptation de la propriété privée au libre-échange en passant par la déréglementation du marché du travail. Ensuite, l'indice a été régressé sur des facteurs d'attitudes, de perceptions et de valeurs.

Les résultats de la régression de l'indice de légitimité du marché montrent que l'adhésion à l'économie de marché dépend de la satisfaction des valeurs démocratiques, des performances du secteur privé, la réussite d'un certain nombre de réformes dont celle de la fonction publique et la conviction des citoyens quant aux limites réelles du Gouvernement en matière de gestion de l'économie et de création d'emplois.

Il ne faut pas s'attendre à ce que l'adhésion à l'économie de marché s'accompagne tout de suite de l'élimination totale de l'Etat de toute intervention dans la sphère économique, la liberté d'entreprendre étant

étendue à l'Etat à qui les Maliens reconnaîtraient le droit de monopole sur le marché agricole.

Références bibliographiques

Afrobaromètre (2002): Manuel de recherche Afrobaromètre – Pour les enquêtes du Round 2, juin 2002 – mars 2003, Bamako, 30 avril

Afrobaromètre (2001): Les perceptions populaires de la bonne gouvernance au Mali, Bamako, 31 mars

Sam G. Amoo (1997): Le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique – Nécessité d'un nouveau modèle, PNUD, New York, janvier

Banque Mondiale (2002): Recommandations visant à renforcer le programme anti-corruption, Mali,

Banque Mondiale / MEF (2001): Partenariat Mali-Banque Mondiale, Bamako

M. Coulibaly, A. Diarra (2003): Sondage sur la démocratie et le processus électoral au Mali, PNUD/MATCL, Bamako, mars

D. Diawara (1994): Les grands textes de la pratique institutionnelle de la 3^{ème} République, Société malienne d'édition

N. Falletta (1998): Le livre des paradoxes, Diderot Multimédia

S.P. Huntington (1996): Troisième vague – Les démocratisations de la fin du XX^{ème} siècle, Nouveau Horizons

IAD (1997): Bonne gouvernance et développement en Afrique, Ed. Démocraties africaines, Dakar

D. Konaté, A. Sangaré, I.M. Coulibaly (1999): Perception malienne de la culture de la paix et des droits humains, Bamako, août

Koni Expertise (2002): Etude des progrès faits sur la voie de la gouvernance au Mali, Décembre

Mali (2002): Demain le Mali – Le passage de la vision à l'action, Rapport de l'atelier-réflexion, Bamako, 29 –30 mai

P. Norris (1999): Critical citizens – Global support for democratic governance, Oxford

PNUD (2002): Rapport mondial sur le développement humain – Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté, De Boeck, New York

PNUD (1996): Impact des politiques économiques et sociales sur le développement humain durable au Mali – Rapport, Koni Expertise, Bamako, juin

M. Razafindrakoto, F. Roubaud (2000): La statistique au service du débat démocratique en Afrique – L'exemple du projet MADIO à Madagascar, AISO, Montreux, 4 –8 septembre

F. Roubaud (2002): "Mesurer" la gouvernance et la démocratie – L'apport des enquêtes auprès des ménages, DIAL, Munich, 21-23 janvier

F. Roubaud (2000): Enquêtes auprès des ménages et élections politiques dans les pays en développement – L'exemple de Madagascar, AISO, Montreux, 4-8 septembre